

Registre des délibérations - décisions

TOME V

SEANCE PUBLIQUE DU:

Lundi 29 mai 2012

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 29/06/2012

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

**Plateau E.P.S. rue du Professeur Truc
Terrain les Gémeaux
Reconduction de la convention d'utilisation
d'équipements sportifs
Ville de Montpellier - Région Languedoc-Roussillon -
Lycée Léonard de Vinci**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2208 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de reconduire la convention d'utilisation du Plateau d'E.P.S. rue du Professeur Truc et du terrain les Gémeaux entre la Région Languedoc -Roussillon et le Lycée Léonard de Vinci ;
- que cette mise à disposition s'inscrit dans le cadre de l'organisation et la promotion des activités sportives ;
- que l'occupation des installations sportives par les élèves du Lycée Léonard de Vinci donneront lieu à une participation financière selon le tarif fixé par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier ;

Décide en conséquence :

- de signer la convention fixant les conditions d'utilisation des équipements sportifs pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2012 ;
- de dire que ladite occupation donnera lieu à l'établissement d'une convention annuelle fixant le nombre d'heures d'utilisation et les taux horaires appliqués ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer ces conventions entre la Ville, le Conseil Régional du Languedoc-Roussillon et le Lycée Léonard de Vinci ;

Montpellier, le 11/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Patrick VIGNAL

Publiée le : 12/04/2012
Notifiée le :

**CONVENTION D'UTILISATION
DES EQUIPEMENTS SPORTIFS EXTERIEURS**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le [LYCEE, EREA ou EPLEFPA]... LEONARD... à... VINCI
Etablissement public local d'enseignement,
Ayant son siège ... Rue de la République 34064 MONTPELLIER CEDEX 2
Représenté par Claude MAUREL en qualité de chef d'établissement, dûment
habilité à l'effet des présentes par délibération du conseil d'administration en date du.....
Ci-après dénommé « L'ETABLISSEMENT UTILISATEUR »

ET

La REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

Collectivité territoriale de rattachement

Ayant son siège, 201 avenue de la Pompignane, 34064 MONTPELLIER CEDEX 2,

Représentée par Monsieur Christian BOURQUIN en qualité de Président, dûment habilité à l'effet des
présentes par délibération en date du 21 novembre 2011,

Ci-après dénommée « LA COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT »,

D'une part,

ET

[Le propriétaire : la Commune, l'Agglomération] de ... MONTPELLIER
Ayant son siège, ... Place de la République 34064 MONTPELLIER CEDEX 2
Représentée par M. André Daux en qualité de ... Maire..., dûment habilité par
délibération en date du ... 28 mai 2008

Ci-après dénommé « LE PROPRIETAIRE »,

D'autre part,

EXPOSE PREALABLE

Aux termes de l'article 40 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée par la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, les équipements nécessaires à la pratique de l'éducation physique et sportive doivent être prévus pour chaque EPLE notamment lors de l'établissement du schéma prévisionnel des formations mentionné à l'article 13 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat.

Les établissements existants ont la possibilité d'utiliser les installations sportives non intégrées appartenant dans la plupart des cas à des communes ou à des structures intercommunales qui les ont déployées avec des perspectives de polyvalence et d'ouverture à divers publics d'utilisateurs.

La mise à disposition de telles structures non intégrées de même que leurs conditions d'utilisation nécessitent suivant l'article 40 précité la conclusion d'une convention tripartite entre l'établissement public local d'enseignement, la collectivité de rattachement et leur propriétaire.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de régler les conditions d'accès et d'utilisation par le [lycée ou EREA ou EPLEFPA].....

à l'équipement sportif composé de ...*2 plateformes sportives plateau*...

...*GPS sur PC Truc et terrain (plateau) les gènes aux*.....

....., situé sur le territoire de la Commune de ...*MONTEMER*....., dans le respect des principes financiers visés à l'article L. 1311-7 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 2 – INSTALLATIONS, EQUIPEMENTS ET MATERIELS

Le recensement des installations, équipements et matériels ainsi que l'état des lieux pourront être établis contradictoirement entre l'établissement utilisateur et le propriétaire.

ARTICLE 3 – CALENDRIER D'UTILISATION

L'accès à l'équipement sportif mentionné à l'article 1 au profit de l'établissement utilisateur est circonscrit par les dates du calendrier scolaire (septembre-juin) telles que portées à connaissance par le Ministère de l'Education Nationale.

Un calendrier d'utilisation est établi en concertation entre le propriétaire et l'établissement utilisateur sur la base des besoins estimés par ce dernier, pour chaque trimestre.

Etablissement utilisateur et propriétaire s'engagent au strict respect dudit calendrier tant en ce qui concerne les plages horaires que la nature des équipements, matériels, et installations retenues pour l'exercice de la discipline sportive objet de la réservation.

Les annulations de réservation doivent rester exceptionnelles ; toutefois dans cette hypothèse le propriétaire et l'établissement utilisateur se doivent une information écrite et préalable sous peine de :

- se voir facturer les plages horaires non utilisées en cas de manquement de l'établissement utilisateur,
- consentir un crédit d'heures avec mise à disposition gracieuse des installations, matériels et équipements en cas de manquement du propriétaire.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'UTILISATION

L'utilisation des équipements, matériels et installations telle que résultant de l'application du calendrier susvisé est placée sous la responsabilité de l'établissement utilisateur.

♦ L'établissement utilisateur :

L'établissement utilisateur s'engage pour lui et ses préposés à se soumettre au règlement intérieur du propriétaire et à prendre connaissance des consignes de sécurité propres à chacun des équipements, matériels ou installations.

Il s'oblige de même à une consultation régulière de leur cahier d'entretien et de maintenance et à y porter toutes observations nécessaires.

La réparation des éventuels préjudices reste à la charge de l'établissement utilisateur.

♦ Le propriétaire :

Le propriétaire pourvoit à la maintenance, à l'entretien des matériels, installations et équipements ainsi qu'à leur remplacement ou renouvellement.

Il est tenu à la mise à disposition d'un cahier d'entretien et de maintenance à l'attention de l'établissement utilisateur.

Il s'engage à assurer le maintien des équipements, matériels et installations en conformité aux normes et règles de sécurité en vigueur.

En tant que responsable d'un Etablissement Recevant du Public, il s'oblige à veiller au passage de la commission de sécurité et à la communication des procès-verbaux émis à cet effet à l'établissement utilisateur.

Le propriétaire informera par écrit le chef d'établissement de toutes dégradations matérielles imputables aux élèves de l'établissement utilisateur, après les avoir contradictoirement constatées sur place et en présence du professeur d'éducation physique responsable du groupe. Cette information devra intervenir au plus tard dans les 15 jours suivant lesdites constatations.

En cas de non-respect du règlement intérieur et des consignes de sécurité particulières, le propriétaire mettra en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception l'établissement utilisateur de s'y conformer et pourra, si non suivie d'effet dans un délai de 15 jours, lui notifier une interdiction partielle ou générale, temporaire ou définitive d'accès à ses locaux d'accueil sportif.

ARTICLE 5 – ASSURANCES

L'établissement utilisateur, la Région collectivité de rattachement et le propriétaire garantissent par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux à des fins d'activités éducatives ou sportives.

5.1 Les principes de responsabilité pour les dommages causés aux tiers ou usagers sont ceux du droit commun.

- ♦ L'établissement utilisateur assume la responsabilité civile des activités éducatives et sportives exercées au sein des locaux mis à disposition.
Il peut, dans le cadre de l'exercice de ces séquences pédagogiques relevant de la compétence de l'Etat, soit rester sur le principe d'auto assurance de l'Etat, soit souscrire un contrat d'assurance adapté aux risques encourus.
- ♦ La collectivité de rattachement assume les responsabilités lui incombant dans ce domaine de compétences et s'engage à souscrire un contrat d'assurance adapté à ces risques.
- ♦ Le propriétaire assume les responsabilités liées à la propriété de l'immeuble et s'engage à souscrire un contrat d'assurance adapté à ces risques.

5.2 Les principes d'assurance pour la couverture des risques de dommages aux biens sont les suivants :

- ♦ Le propriétaire prend à sa charge l'assurance des risques de dommages aux biens immobiliers et mobiliers lui appartenant pour les événements suivants :

Incendie – Explosion – Foudre – Dégâts des eaux – Dommages électriques – Tempête – Grêle – Neige sur les toitures – Attentat – Vandalisme – Bris de glaces – Vol et détériorations immobilières.

Le contrat d'assurance souscrit par le propriétaire comportera une clause de renonciation à recours contre l'utilisateur (Etablissement ou Région) et ses assureurs le dispensant de l'assurance des risques locatifs.

- ♦ L'utilisateur et la collectivité de rattachement devront assurer :

-leurs propres biens et notamment les matériels et équipements dont il sont propriétaires

-leurs propres préjudices financiers (perte d'exploitation, perte de jouissance, etc...)

Ils devront souscrire un contrat d'assurance garantissant ces risques et prévoyant une clause de renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs.

5.3 Chacune des parties devra pouvoir adresser à la demande de l'autre partie une attestation d'assurance confirmant ces différentes obligations.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Le coût d'utilisation des équipements, matériels et installations sportives est fixé sur la base des tarifs arrêtés par le propriétaire.

Le propriétaire s'engage avant facturation à adresser pour validation un état d'utilisation détaillé à l'établissement utilisateur qui disposera d'un délai de 15 jours pour en contester le cas échéant, le bien fondé.

Le montant facturé sera le produit du taux horaire par le nombre d'heures d'utilisation effective.

Il sera adressé à l'établissement utilisateur qui en effectuera les paiements, à terme échu, par virement administratif à l'ordre de Monsieur le Trésorier de, comptable assignataire.

La Région s'engage à verser à l'établissement utilisateur une contribution financière forfaitaire annuelle dont le mode de calcul est présenté en annexe.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention est conclue pour une période de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2012.

ARTICLE 8 – DENONCIATION – RESILIATION - LITIGE

- ♦ La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception dans le respect d'un préavis de 3 mois.
- ♦ La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les parties.

Chacune des parties pourra par ailleurs prendre l'initiative de sa résiliation en cas d'inobservation fautive des clauses qui y sont contenues par l'un ou l'autre de ses cocontractants.

Cette résiliation interviendra de plein droit sur exposé de ses motifs, mise en demeure motivée adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse, et observation d'un délai de réponse d'un mois.

- ♦ Toute contestation relative à la présente convention relève de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE 9 – CLAUSE DE RENDEZ-VOUS

Chacune des parties s'oblige par ailleurs, à répondre en cours de contrat à toute demande de réunion de concertation sollicitée par l'une ou l'autre d'entre elles.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

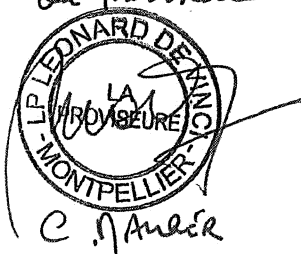
Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Fait à Montpellier, le

En trois exemplaires originaux

Le [représentant du Propriétaire] Le [représentant du lycée, ~~EPREA~~
ou ~~EPLEPPA~~]

Le Président de la Région
Languedoc-Roussillon

La signature
...

C. Bourquin

Christian BOURQUIN

Annexe : Dotation forfaitaire annuelle versée par la Région à l'établissement utilisateur - Méthode de calcul

**Nouvel Hôtel de Ville
Parking
Convention d'occupation précaire et révocable en date
du 29 novembre 2011
SERM / Ville de Montpellier
Avenant n° 1**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2181 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué.

Considérant :

- que la Société d'Economie Mixte de la Région de Montpellier a réalisé, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Consuls de Mer Extension, le parking du Nouvel Hôtel de Ville destiné à être vendu à la Ville de Montpellier ;
- que dans l'attente de la cession à intervenir, la SERM, par convention d'occupation précaire et révocable en date du 29 novembre 2011, a mis cet ouvrage à la disposition de la Ville l'autorisant à l'exploiter et à y faire intervenir son prestataire ;
- que la date de signature de l'acte de cession de l'ouvrage ayant été reportée au mois d'avril 2012, la SERM accepte de proroger cette mise à disposition jusqu'au 30 avril 2012.

Décide en conséquence :

- de conclure avec la Société d'Economie Mixte de la Région de Montpellier, l'avenant n° 1 à la convention d'occupation précaire et révocable précitée jusqu'au 30 avril 2012 ;
- tous les articles de la convention initiale, non visés par le présent avenant, demeurent applicables ;
- que ledit avenant n° 1 sera annexé à la présente décision.

Montpellier, le **27/03/2012**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS



Publiée le : **28/03/2012**
Notifiée le :

**Nouvel Hôtel de Ville
Parking
Convention d'occupation précaire et révocable
SERM / Ville de Montpellier**

AVENANT N° 1

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine SAEM, par abréviation S.E.R.M., Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 5.894.000 €, dont le siège est en l'Hôtel de Ville de Montpellier et les bureaux à Montpellier (34960) Etoile Richter, 45-place Ernest Granier, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro B 462 800 160,

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, agissant aux présentes :

- tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du conseil d'administration de ladite société, en date du 22 septembre 2009,
- qu'en vertu des pouvoirs résultant tant ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts,

Ci-après dénommée le « Bailleur »,

D'UNE PART,

ET

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 2 avril 2008, modifiée le 30 mars 2009,

Ci après dénommée le « Preneur »,

D'AUTRE PART

IL EST D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

La SERM, aménageur de la ZAC Consuls de Mer Extension, a réalisé au titre de la concession d'aménagement, le parking du futur Hôtel de Ville. Cet ouvrage est destiné à être vendu à la Ville.

Dans l'attente de la cession à intervenir, les parties ont signé le 29 novembre 2011 une convention d'occupation précaire et révocable en vertu de laquelle la SERM a mis à disposition de la Ville de Montpellier, qui l'a accepté, l'ensemble de l'ouvrage tant pour la satisfaction de ses besoins propres que pour celle de ses usagers. A ce titre, la Ville a été autorisée à exploiter l'ouvrage et à y faire intervenir son prestataire.

Ladite convention venant à expiration le 29 février 2012, il convient de la proroger de 2 mois supplémentaires afin de finaliser l'acte authentique de cession du parking.

Tel est l'objet du présent avenant.

CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1^{er}

L'article 3 – Durée et résiliation de la convention initiale est modifié comme suit :

« La présente mise à disposition est consentie et acceptée à titre précaire et révocable jusqu'au 30 avril 2012. ».

Le reste de l'article demeure sans changement.

ARTICLE 2 – INTANGIBILITE DES CLAUSES

Tous les articles de la convention initiale, non visés par le présent avenant, demeurent applicables.

Fait à Montpellier, le **29 FEV. 2012**

en deux exemplaires originaux

**Le Bailleur :
Pour la SERM,
Le Directeur Général**

*Pour le Directeur Général et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint
J. P. COURT*

Thierry LAGET

**Le Preneur :
Pour la Ville de Montpellier
l'Adjoint délégué**

Frédéric TSITSONIS



804

Contentieux
Ville de MONTPELLIER c/ BUILDINVEST
Recours pour excès de pouvoir contre le refus de
permis de construire du 18/08/2011
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que la société BUILDINVEST a déposé une demande de permis de construire modificatif en date du 02 mai 2011 visant à aménager une aire de stationnement au sein d'un ensemble immobilier sis 23 rue de la PROVIDENCE et 2 à 6 rue de l'Abbé MONTELS à MONTPELLIER ;
- que par un arrêté PC 34172 06V0477 M2 du 18 Aout 2011, madame le Maire de MONTPELLIER a rejeté cette demande ;
- que la société BUILDINVEST a déposé, le 17/02/2012, une requête (n°1200896-1) auprès du Tribunal Administratif, visant à obtenir l'annulation de cet arrêté.

Décide en conséquence :

- qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature- fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 20/3/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 21/3/2012
Notifiée le :

Contentieux
Ville de MONTPELLIER c/ AFUL ST GUILHEM
Recours pour excès de pouvoir contre le refus de
permis de construire du 18/08/2011
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que l'AFUL SAINT GUILHEM est composée d'acquéreurs des lots d'une copropriété dépendante d'un ensemble immobilier sis 23 rue de la PROVIDENCE et 2 à 6 rue de l'Abbé MONTELS à MONTPELLIER ;
- que la société BUILDINVEST a déposé une demande de permis de construire modificatif en date du 02 mai 2011 visant à aménager une aire de stationnement au sein de cette copropriété ;
- que par un arrêté PC 34172 06V0477 M2 du 18 Aout 2011, madame le Maire de MONTPELLIER a rejeté cette demande ;
- que l'AFUL SAINT GUILHEM a déposé, le 17/02/2012, une requête (n°1200896-1) auprès du Tribunal Administratif, visant à obtenir l'annulation de cet arrêté.

Décide en conséquence :

- qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature-fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 21/3/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 22/3/2012

Notifiée le :

Contentieux
Ville de MONTPELLIER c/ Rose COMMANDRE
veuve COGOLUEGNES
Recours pour excès de pouvoir contre le refus de
modifier le PLU du 23/11/2011
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que Rose COMMANDRE veuve COGOLUEGNES et Mrs ALAIN et RAYMOND COGOLUEGNES ont déposé un recours gracieux auprès de Mme le Maire de MONTPELLIER en date du 19/10/2011, lui demandant de réunir le conseil municipal afin qu'il procède à la modification du règlement de la zone 4AU5 du PLU de MONTPELLIER ;
- que par un courrier du 23 novembre 2011, Madame le Maire de MONTPELLIER a rejeté ce recours ;
- que Rose COMMANDRE veuve COGOLUEGNES et Mrs ALAIN et RAYMOND COGOLUEGNES ont déposé une requête (n°1200341-1) auprès du Tribunal Administratif, le 24 janvier 2012, visant à obtenir l'annulation de ce rejet ;

Décide en conséquence :

- qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature-fonction : 6277 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 21/3/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 22/3/2012
Notifiée le :

Contentieux
Ville de MONTPELLIER c/ M. et Mme BASSEDE
Recours pour excès de pouvoir contre le permis de
construire du 06/12/2011
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que par un arrêté du 06 Décembre 2011, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à Monsieur LALOT un permis de construire visant à surélever une maison d'habitation et créer un abri de jardin ;
- que Monsieur et Madame BASSEDE ont déposé une requête en annulation (n°1200518-1) de l'arrêté, auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 03 février 2012 ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature-fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 21/3/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITZKY



Publiée le : 21/3/2012
Notifiée le :

ZAC La Fontaine
Convention de participation Ville de Montpellier-
Société MonnéDecroix Promotion
Réalisation de logements collectifs

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209/T/R du 2 septembre 2011 donnant délégations de fonctions à Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Considérant :

- Que la société Monné-Decroix Promotion souhaite réaliser une construction sur les parcelles cadastrées PB 808 et 795 d'une superficie totale de 1.167 m², situées 14 rue de la Fontaine de Celleneuve, et comprises dans le périmètre de la ZAC La Fontaine mais non acquises par la SERM,
- Que dans ce contexte, il y a lieu d'établir une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la société Monné-Decroix Promotion afin de préciser les conditions de leur participation financière au coût de l'équipement de la ZAC La Fontaine,
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - **Surface hors œuvre nette (SHON) envisagée :**
2.004 m² pour la réalisation de logements collectifs.
 - **Calcul du montant de la participation :**
Base de calcul : 116 €/m² SHON pour l'année 2012

Montant total : 2004 x 116 = 232.464 €.

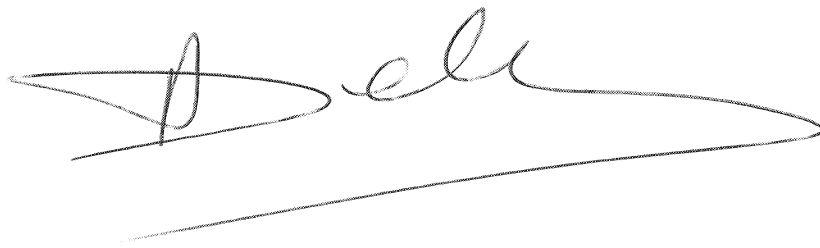
Décide en conséquence :

- de conclure une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la société Monné-Decroix Promotion;
- du versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), selon les modalités de l'article 4 de la convention de participation ;
- que ladite convention sera annexée à la présente Décision .

Montpellier, le 27/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 28/03/2012
Notifiée le :

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to read 'Delafosse', is written over a horizontal line.

**CONVENTION DE PARTICIPATION
AUX EQUIPEMENTS PUBLICS DE
LA ZAC LA FONTAINE**

PARCELLES LM 808 et 795

14-rue de la Fontaine de Celleneuve

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Madame le Maire Hélène Mandroux, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 2 avril 2008 modifiée le 30 mars 2009,

Ci-après dénommée la **Collectivité** ou la Ville,

DE PREMIERE PART,

ET

MONNE DECROIX Promotion, Société Par Actions Simplifiée au capital de 500.000 € dont le siège est à Toulouse (31200), 78-Chemin des Sept Deniers - Bât 6, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le n° 397942004,

Représentée par son Directeur Général Monsieur Guy BERNFELD, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, lui-même représenté par Monsieur Xavier BRINGER suivant pouvoir signé en date du 22 février 2012.

Ci-après dénommée le **Constructeur**,

DE SECONDE PART,

Est également intervenue à la présente convention de participation, en vertu de la Concession d'Aménagement signée le 1^{er} septembre 2004, la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine SAEM, par abréviation S.E.R.M., Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 5.894.000 €, dont le siège est en l'Hôtel de Ville de Montpellier et les bureaux à Montpellier (34960) Etoile Richter, 45-place Ernest Granier, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro B 462 800 160,

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, agissant aux présentes :

- tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du conseil d'administration de ladite société en date du 22 septembre 2009,
- qu'en vertu des pouvoirs résultant tant desdites délibérations que des dispositions de l'article 21 des statuts,

Ci-après dénommée la « **SERM** »

23/02/2012

SM

IL EST EXPOSE CE QUI SUI

La Ville de Montpellier a adopté le dossier de création de la ZAC LA FONTAINE par délibération du Conseil Municipal en date du 23 septembre 1982, reçue en Préfecture de l'Hérault le 6 octobre 1982. Par arrêté préfectoral en date du 15 mars 1983, la ZAC LA FONTAINE était créée. Ce quartier, d'une superficie de 10 hectares, représente environ 800 logements.

L'aménagement de la zone a été confié à la SERM par un Traité de Concession signé en date du 18 juillet 1986, devenu concession d'aménagement suite à la loi du 20 juillet 2005. La mission de la SERM a été prorogée par avenants en date des 31 mars 1998, 28 juillet 2006 et 29 juillet 1993 afin de permettre l'achèvement de l'aménagement de la ZAC.

Le dossier de création-réalisation modificatif reçu en préfecture de l'Hérault le 10 janvier 1991, précisait notamment le programme des équipements publics et des aménagements nécessaires à cette urbanisation, ainsi que les modalités prévisionnelles de financement.

Les constructions à l'intérieur du périmètre de la ZAC ont été exclues du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipement en application de l'article 1585.C du Code Général des Impôts, la charge du coût des équipements généraux de la ZAC correspondant aux seuls besoins des usagers étant mis à la charge des constructeurs, conformément à l'article 317 quarter du Code Général des Impôts.

Le constructeur signataire des présentes envisage la réalisation d'un programme de logements collectifs, sur un terrain situé à l'intérieur du périmètre de la ZAC dont il se rend propriétaire, mais non auprès de la SERM aménageur. Le dépôt de la demande de permis de construire correspondante sera effectué en Mairie de Montpellier fin février 2012.

La présente convention, établie en application de l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme, a pour objet de définir les conditions de la participation du constructeur signataire des présentes, la société MONNE-DECROIX Promotion, au coût de l'équipement de la zone.

CELA EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

1.1. La présente convention concerne un terrain composé de deux parcelles dont la désignation suit :

cadastrées section LM n° 808 et 795, d'une superficie totale de 1.167 m², situées à Montpellier au 14-rue de la Fontaine de Celleneuve, et comprises dans le périmètre de la ZAC LA FONTAINE.

1.2. Le constructeur envisage la construction sur ce terrain d'un programme de logements collectifs correspondant à 2.004 m² SHON.

Une nouvelle extension pourra être admise, le cas échéant, si les dispositions du document d'urbanisme réglementaire le permettent, et selon les modalités de versement d'une participation aux équipements de la ZAC définies ci-après.

1.3. La réalisation de ce programme doit s'effectuer conformément aux documents réglementaires d'urbanisme, à savoir le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006 et ses modifications successives.

1.4. Il est ici rappelé qu'au titre de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme, la présente convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire.

ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS MIS A LA CHARGE DE L'OPERATION

2.1. En application du programme des équipements publics de la zone approuvé par délibération du Conseil Municipal reçue en Préfecture de l'Hérault en date du 10 janvier 1991, les équipements dont la liste suit sont mis à la charge des constructeurs de la zone :

- voiries internes de la ZAC,
- réseaux assainissement – eaux usées – eaux pluviales,
- réseaux d'adduction eau potable,
- éclairage public,
- espaces verts,
- réseau électricité,
- réseau télécommunications.

2.2. La part des dépenses de réalisation de ces équipements mise à la charge des constructeurs est répartie, quelles que soient les catégories de construction, en proportion de la surface hors œuvre nette construite.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA PARTICIPATION

3.1. Le constructeur réalise sur le terrain visé à l'article 1 une construction de 2.004 m² de SHON à usage de logements collectifs.

- 3.2. Le montant de la participation du constructeur au coût des équipements publics de la zone, pour l'année 2012, est fixé à 116 € par mètre carré de SHON autorisé par le permis de construire. Cette participation sera majorée de l'indexation dans les conditions fixées à l'article 5 ci-après. Sur la base de la demande de permis de construire, à savoir 2.004 m² de SHON, le montant de la participation du constructeur pour le programme visé ci-dessus s'établit à la somme de :

$$2.004 \times 116 = 232.464 \text{ euros.}$$

- 3.3. Le montant total de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SHON autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT

- 4.1. Le constructeur s'engage à notifier l'arrêté de permis de construire à la SERM dans les huit jours de sa délivrance.
- 4.2. En application de la concession d'aménagement en date du 18 juillet 1986 passée entre la Collectivité et la SERM chargée de l'aménagement et de l'équipement de la zone, le Constructeur s'engage à verser directement le montant de la participation prévue par la présente convention à la SERM.
- 4.3. Le constructeur s'engage à verser la participation au coût des équipements publics de la zone à l'obtention du permis de construire devenu définitif.
- 4.4. Passées leurs dates d'échéance, les sommes dues au titre de la présente convention de participation, à quelque titre que ce soit, porteront intérêt au taux de l'intérêt légal à la date d'échéance, majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage l'acquéreur de son obligation de payer à la date prévue à la SERM, laquelle conserve la faculté de l'y contraindre et ce, sans préjudice pour la SERM de son droit à résolution du contrat, et à des dommages-intérêts.

ARTICLE 5 – INDEXATION

Le versement prévu à l'article 4 ci-dessus sera indexé sur l'Indice National des Travaux Publics TP01, tel qu'il est établi par le Ministère de l'Economie et des Finances, par application à la somme due du rapport I/Io dans lequel :

- Io est le dernier indice connu à la date de la décision de Madame le Maire approuvant la présente convention ;
- I est le dernier indice connu 15 jours avant la date de l'échéance considérée.

ARTICLE 6 – DEGREVEMENT

En cas de modification du permis de construire entraînant une diminution ou la suppression de la participation, de péremption ou annulation du permis de construire, de retrait du permis de construire par l'administration ou le pétitionnaire, la somme correspondante est restituée au Constructeur si le versement a été effectué.

Si le versement n'a pas été effectué, le montant de la participation sera réduit à due concurrence.

ARTICLE 7 – TRANSFERT DU PERMIS – MUTATION

Dès lors que le terrain ci-avant désigné et les constructions s'y trouvant seraient pour tout ou partie vendus, ou qu'ils feraient l'objet de contrats conférant des droits réels à un tiers, ou encore en cas de transfert de permis de construire, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ces ventes ou transferts. Le constructeur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.

Le constructeur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectuées à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert du permis de construire.

ARTICLE 8 – LITIGES

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 9 – FRAIS

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention de participation sont à la charge du Constructeur.

ARTICLE 10 – EFFETS

- 10.1. La signature de la présente convention ne préjuge pas des délais d'instruction de la demande de permis de construire déposée par le constructeur, ni de la décision qui sera prise à l'issue de cette instruction.
- 10.2. Si par impossible, une stipulation quelconque de la présente convention était entachée d'illégalité, la constatation de ladite illégalité n'emporterait pas, sauf indivisibilité, la nullité du surplus.

ARTICLE 11 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties intervenantes font élection de domicile :

- Pour la Collectivité en l'Hôtel de Ville,
- Pour le Constructeur en son domicile (en son siège social),
- Pour la SERM en son siège administratif

Fait à Montpellier,

Le

(en cinq exemplaires originaux)

Pour la Collectivité

Pour le Constructeur

Pour la SERM

Ville de

Montpellier



Direction des Systèmes
d'Information

Réseau et Télécom

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0155

PEGASE

**Convention de mise à disposition de fibres optiques par
la Ville de Montpellier à COMPLETEL liaison
COMPAGNIE DU VENT**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la société COMPLETEL a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications ;
- Que pour les besoins de raccordement de ses clients, COMPLETEL a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 1 800 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, COMPLETEL a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - durée dix ans
 - frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 1040 €
 - redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 3 600 €.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention à passer entre COMPLETEL et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02/05/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Notifiée le :

817



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A LA SOCIETE COMPLETEL
LIAISON
COMPAGNIE DU VENT**

Entre les soussignés :

- **Madame le Maire**, agissant au nom et comme représentant de la Ville de MONTPELLIER
sise au 1, place Georges Frêche, en exécution d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

Completel S.A.S, société au capital de 51 358 920 €, dont le siège social se trouve 9/11
allée de l'Arche - Tour - Egée à Courbevoie 92671, société immatriculée au Registre du
Commerce et des Sociétés le numéro 418 299 699 Paris,

représentée par Monsieur Eric DENOYER Directeur Général Exécutif, dûment habilité à cet
effet,

ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DEFINITIONS.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION.....	4
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES	4
ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES.....	5
ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES.....	5
6.4.1 MISE A DISPOSITION	6
6.4.2 RECEPTION.....	6
6.4.3 RETARD DE MISE A DISPOSITION.....	6
ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....	7
ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS.....	9
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES.....	10
ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....	11
ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE	11
ARTICLE 12 - CESSIION DE LA CONVENTION.....	11
ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION	11
ARTICLE 14 - RESILIATION.....	12
ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES.....	13

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

Conformément au code des postes et télécommunications, la société Completel, a été autorisée par arrêté ministériel NOR: INDI0220208A en date du 29 août 2002 ,à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers et notamment d'opérateurs de télécommunications.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, Completel a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique réalisée par cette dernière sur son territoire.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n° 2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques terminées par des connecteurs entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur les conditions définies à l'article 6.4 ci-après.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur les fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur des fibres optiques déployées sur son domaine public routier pour réaliser une liaison entre le pont Zuccarelli et son cleint situé rue Samuel Morse.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES

Les fibres optiques de la Ville mises à disposition de l'opérateur sont implantées entre les points de livraison suivants :

- Rue la Castelle (point 1 sur plan joint en annexe n°1).

	Liaison	linéaire en m
Pont Zuccarelli	Rue samuel Morse	1800

Description de la liaison

La longueur de ces liaisons est d'environ : 1 800 m

Cette longueur sera définie précisément lors de la phase de réception et servira de base au calcul de la redevance.

Les infrastructures optiques déployées par la Ville et mises à disposition de l'opérateur sont définies dans l'annexe n°1 à la présente.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n° 2 à la présente.

En cas de demande complémentaire de la part de l'opérateur, un avenant à la convention sera négocié.

ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES

L'opérateur est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison des fibres optiques de la Ville mises à disposition dans le cadre de la présente.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION

Il est entendu entre les parties que la Ville n'a signé la présente convention qu'en raison de la qualité de l'opérateur.

L'opérateur s'interdit de sous-concéder ou sous-louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises mis à sa disposition, sauf autorisation préalable expresse de la Ville.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

6.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

L'opérateur doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

6.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE

L'opérateur prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. L'opérateur se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

6.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPÉRATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

6.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison et à la date de mise à disposition définis en annexe n°1.

6.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les liaisons à l'opérateur à la date définie en annexe n°1 comme la "**date de mise à disposition**". Cette date est la date à laquelle l'opérateur aura pu prononcer la réception de la liaison, levée de toutes réserves majeures dans les conditions définies à l'article 6.4.2 ci-après.

6.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville. Elle se déroulera comme suit:

La Ville informera l'opérateur par lettre ou télécopie du jour de la réception, huit (8) jours au moins avant la date prévue pour cette dernière. Lors des opérations de réception telles que définies en annexe n°3 et à l'issue des tests, les parties procèderont, aux points de livraison, à la signature du certificat de réception de la (des) liaison(s).

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

La levée desdites réserves par la Ville fera l'objet d'un courrier ou d'une télécopie adressé à l'opérateur; elle ne donnera pas lieu à une nouvelle réception des liaisons.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

En cas d'impossibilité pour l'opérateur de participer, au jour dit, aux opérations de réception, l'opérateur devra en aviser par écrit la Ville deux (2) jours avant la date de réception initiale.

La Ville proposera une nouvelle date de réception, pour laquelle l'opérateur s'engage à se rendre disponible.

6.4.3 Retard de mise à disposition

En cas de retard de la Ville dans la mise à disposition d'une liaison par rapport à la date de mise à disposition définie en annexe n°1 et après un délai supplémentaire d'une (1) semaine, l'opérateur peut réclamer à la Ville, une réduction de redevance, calculée comme suit :

$$CR = C \cdot R / 100$$

où :

CR= montant du crédit de redevance

C= le montant de la redevance annuelle de mise à disposition, telle que définie à l'article 9.2 ci-après,

R= nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1. et fixée en annexe n°1.

La Ville déduira le montant de ce crédit CR des sommes dues par l'opérateur dès le prochain titre de recettes émis par la Ville au titre de la redevance de mise à disposition.

Dans l'hypothèse où aucune mise à disposition n'est intervenue dans les 30 jours suivants la date prévue en annexe n°1, l'opérateur pourra résilier la convention, sans autre préavis qu'un courrier recommandé avec accusé de réception notifiant ladite résiliation.

ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

7.1 : EXPLOITATION

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

7.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront à sa disposition en application de la présente convention. Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, l'opérateur procède sans délai à la remise en état des lieux.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant ses liaisons, il en informera la Ville sans délai.

7.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir les services de télécommunications, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et son câble à fibre optique sur un des points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention:

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, dont les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques
- les services techniques de la Ville.

7.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique, puis intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera déterminée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie et fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargé de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville sont les suivantes :

N° de téléphone : 04 67 34 71 17/ 04 67 34 70 33

Mél : eric.alabert@ville-montpellier.fr, alain.flottes@ville-montpellier.fr

Les coordonnées du prestataire seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques, celles-ci seront mises à jour par la Ville dès que nécessaire.

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement, sauf si celui-ci est dû à l'opérateur. Dans ce cas, ce dernier remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

7.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures.
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 7.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures ;

7.3.3 Crédit de redevance :

L'opérateur bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4^{ème} dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale en application des dispositions de l'article 9.2 ci-après.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour l'opérateur renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.2 ci-après, l'opérateur se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord,

l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

9.1: FRAIS D'ACCES

Le montant des frais d'accès au service est fixé à 1040 € euros nets toutes charges comprises; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la mise à disposition des fibres optiques.

9.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSITION

9.2.1 Montant de la redevance

L'opérateur versera à la Ville, et par virement bancaire, une indemnité annuelle d'occupation.

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2 € nets /mètre linéaire et par paire de fibres optiques (deux euros nets toutes charges comprises par mètre linéaire et par paire de fibres optiques) base juin 2002.

Il est calculé comme suit :

$$R = 2 \text{ € } \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètres linéaires.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

Les valeurs d et n seront celles fixées dans le procès-verbal de réception des équipements mis à disposition.

9.2.2 Paiement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de recette, portant la référence comptable "convention de mise à disposition de fibres optiques par la Ville de Montpellier a Complétel – liaison compagnie du Vent", qui sera adressé à :

Completel Méditerranée
1-3 Rue Cugit
13015 Marseille

Le premier étant accompagné d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 6.4.1.

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la mise à disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

9.2.3 Variation de la redevance

L'indemnité ci-dessus évolue au 1^{er} janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,6 \underline{S} + 0,4 \underline{PsdT}) \text{ dans laquelle :}$$

SO PsdTO

- **P** est le prix actualisé;
- **Po** le prix de référence (valeur juin 2002);
- **S** est la dernière valeur connue au 1^{er} janvier de l'année considérée de l'indice général des salaires dans les industries mécaniques et électriques ICHTTS1
- **SO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 116,5;
- **PsdT** est la dernière valeur considérée de l'indice « produits et services du secteur industrie du téléphone »,
- **PsdTO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 121,8.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur devra justifier annuellement de ces attestations à la première demande de la Ville.

L'opérateur fera son affaire de tous les recours intentés contre la Ville par des tiers, ainsi que des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de la Ville pourra être engagée en cas de préjudices causés à l'opérateur du fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant.

ARTICLE 12 - CESSION DE LA CONVENTION

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée initiale de dix ans à compter de la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1 ci-avant. Elle sera ensuite renouvelée par nouvelles périodes d'une (1) année après accord exprès des parties, l'opérateur informera la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chacune de ces échéances de son intention de renouvellement.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance tous les deux ans afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Elle signifiera son intention six mois

avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

ARTICLE 14 - RESILIATION

14.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

14.1.1: Dans l'intérêt général

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

14.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

14.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.1, l'opérateur n'aura droit à aucune indemnisation.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.2 l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

14.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera prononcée par la Ville. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 14.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

14.1.5 Dépose des équipements de l'OPÉRATEUR

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation.

14.2 : A L'INITIATIVE DE L' OPÉRATEUR

14.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception

Dans ce cas l'OPÉRATEUR abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

14.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

- Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition
- Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition
- Annexe n° 3 : Procédure de réception

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier

Pour Complétel

Pour Madame le Maire

L'Adjoint Délégué

830



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A LA SOCIETE COMPLETEL
LIAISON
COMPAGNIE DU VENT**

ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION

1° Description géographique des liaisons mises à disposition de Complétel par la Ville :

La liaison est composée d'une paire de fibres optiques du réseau haut débit Pégase de la Ville sur une distance estimée à 1800 m.

2° Points de livraison des liaisons :



3° Date de mise à disposition des liaisons :

Deux mois après la signature de la convention.



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A LA SOCIETE COMPLETEL
LIAISON
COMPAGNIE DU VENT**

ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES

SPECIFICATION TECHNIQUE

DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

Paramètre	Valeur
Diamètre de mode à 1310 nm	$9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$
Diamètre de gaine optique	$125 \pm 1 \mu\text{m}$
Excentration cœur / gaine	$\leq 0,8 \mu\text{m}$
Non circularité du diamètre de mode	$\leq 6 \%$
Non circularité de la gaine optique	$\leq 1 \%$
Longueur d'onde de coupure en câble	$\leq 1250 \text{ nm}$
Dispersion chromatique à 1550nm	$\leq 18 \text{ ps/nm.km}$
Atténuation maximale à 1550nm (hors câble)	$\leq 0,25 \text{ dB/km}$
Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm	Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB
Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble)	$\leq 0,05 \text{ dB/km}$
PMD	$\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$
Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm	$\leq 0,1 \text{ dB}$
Test en tension (100 % des fibres testées)	Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ($= 0.69 \text{ GN/m}^2$) à 1,0 % d'allongement équivalent

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A LA SOCIETE COMPLETEL
LIAISON
COMPAGNIE DU VENT**

ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES

SPECIFICATION TECHNIQUE DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

Paramètre	Valeur
Diamètre de mode à 1310 nm	$9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$
Diamètre de gaine optique	$125 \pm 1 \mu\text{m}$
Excentration cœur / gaine	$\leq 0,8 \mu\text{m}$
Non circularité du diamètre de mode	$\leq 6 \%$
Non circularité de la gaine optique	$\leq 1 \%$
Longueur d'onde de coupure en câble	$\leq 1250 \text{ nm}$
Dispersion chromatique à 1550nm	$\leq 18 \text{ ps/nm.km}$
Atténuation maximale à 1550nm (hors câble)	$\leq 0,25 \text{ dB/km}$
Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm	Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB
Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble)	$\leq 0,05 \text{ dB/km}$
PMD	$\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$
Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm	$\leq 0,1 \text{ dB}$
Test en tension (100 % des fibres testées)	Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ($= 0.69 \text{ GN/m}^2$) à 1,0 % d'allongement équivalent

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A LA SOCIETE COMPLETEL
LIAISON
COMPAGNIE DU VENT**

ANNEXE N°3 : PROCEDURE DE RECETTE OPTIQUE

CAHIER DES CHARGES
POUR LES
RECETTES OPTIQUES 2001-2002

(ANNEXES TECHNIQUES)

EXTRAITS

1 – INTRODUCTION ET GENERALITES

Le présent document décrit les caractéristiques techniques nécessaires à la validation de tronçons optiques. Il définit les essais optiques à effectuer et les documents à fournir lors de la recette d'un segment ou d'un tronçon.

Le segment, ou arc optique, est défini comme un ensemble de fibres pouvant relier deux équipements optoélectroniques tels que transmetteurs ou amplificateurs optiques. Un tronçon est une partie de segment.

Ce document s'applique aux recettes de raccordement de câbles, ainsi qu'aux recettes d'activation de fibres sur des câbles dont le raccordement a déjà été validé.

LE PRESTATAIRE S'ASSURERA DU RESPECT DES CONSIGNES DE SECURITE DU MILIEU DANS LEQUEL IL INTERVIENT, AINSI QUE DU RESPECT DES AUTORISATIONS D'EMPRUNT DES EMPRISES FERROVIAIRES OU APPARTENANT A D'AUTRES OPERATEURS.

POUR UNE RECETTE DE RACCORDEMENT, LE PRESTATAIRE DEVRA OBTENIR DE L'ENTREPRISE DE RACCORDEMENT, LA PRESENTATION, AU MOMENT DE LA RECETTE, DU DOSSIER TECHNIQUE DU RACCORDEMENT (UN EXEMPLAIRE PAPIER), INCLUANT LE CAHIER DE MESURE.

Cet exemplaire du dossier technique sera ensuite transmis à la Ville avec le cahier de recette.

Les appareils de mesures utilisés devront avoir fait l'objet d'un étalonnage et être munis d'un certificat et d'un étiquetage d'étalonnage en cours de validité.

2 – CONTROLES

2.1 – CONTROLES VISUELS

Le respect des conditions techniques du raccordement sera contrôlé aux deux extrémités du segment, en particulier quant au bon positionnement des câbles et des connecteurs d'extrémité, ainsi qu'à leur repérage.

Le contrôle visuel permettra également de vérifier :

- la conformité aux règles de l'art pour le positionnement et le lovage des jarretières,
- le respect des règles de repérage des têtes de câbles et des câbles,
- la conformité aux documents Ville (selon le cas : schémas de baies, plan de câblage, synoptique de liaison).

- en présence d'équipements optiques non précédemment recettés (tels que tête de câble, tiroir d'épissurage...), que le raccordement de ces équipements est fait selon les spécifications techniques du fabricant ou celles de la Ville (pour le lovage des fibres, le positionnement des manchons de soudures...).

Dans le cas de fibres non connectées, un test de continuité sera effectué, principalement dans le but de contrôler qu'il n'y a pas de croisement de fibres. Une source visible ou tout autre méthode pourront être utilisées.

Lors d'une recette de raccordement, l'inspection visuelle portera aussi sur le marquage du câble (fabricant, année de fabrication, type de fibre s'il y a lieu...).

À la requête de la Ville, le PRESTATAIRE pourra demander à l'entreprise de raccordement l'ouverture d'une ou plusieurs boîtes de jonction. Le PRESTATAIRE effectuera alors un contrôle visuel de la conformité du raccordement. L'entreprise de raccordement assurera la fermeture des boîtes de jonction, puis le contrôle de leur étanchéité.

2.2 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

**ELLES SERONT EFFECTUEES DANS LES 2 SENS DE PROPAGATION,
AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.**

Leur but est de caractériser l'atténuation linéique de la fibre, l'atténuation des connecteurs et des épissures ainsi que leurs réflexions, et de contrôler l'absence de défauts atténuant et de contraintes sur la fibre.

Les paramètres d'acquisition seront choisis de façon à obtenir une résolution verticale suffisante pour que toutes les épissures soient lisibles.

Les courbes devront être exploitables jusqu'à leur extrémité éloignée, de façon à permettre la mesure de l'atténuation linéique et la détection d'inhomogénéité éventuelles sur la dernière longueur (après la dernière épissure).

L'indice de réfraction à prendre en compte pour paramétrer le réflectomètre est celui indiqué par le fabricant de la fibre, ou à défaut : 1,47 à 1550 nm et à 1310 nm.

La fiche d'un connecteur en fin de segment devra être mesurée en étant connectée à une bobine de référence, de façon à obtenir des valeurs d'atténuation et de réflexion dans chaque sens de propagation.

Par bobine de référence, on entend une bobine de fibre équipée aux extrémités avec des fiches de connecteur dites de référence, c'est à dire dont la fibre présente une très faible excentration qui est mesurée et garantie par l'entreprise assurant le montage des fibres-amorces.

La longueur de cette bobine devra être suffisante pour caractériser le connecteur, y compris s'il présente un pic de réflexion.

841

2.3 – MESURES PHOTOMETRIQUES

LA MESURE DE L'ATTENUATION GLOBALE DU SEGMENT SERA EFFECTUEE DANS LES DEUX SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.

La procédure de mesure sera la méthode d'insertion, et utilisera deux jarretières équipées de connecteurs de référence (à faible excentration), qui seront connectées entre elles pour déterminer le niveau de référence (niveau 0 dB).
Dans le cas de connecteurs différents aux deux extrémités du segment, le niveau de référence sera pris avec un raccord hybride ou à défaut, en faisant une moyenne entre deux jeux de jarretières.

Les mesures photométriques ne seront pas réalisées sur des fibres qui ne sont pas connectorisées aux deux extrémités.

3 – PRESENTATION DES RESULTATS

3.1 – CAHIER DE RECETTE

Les résultats seront regroupés dans un cahier de recette.

Il inclura entre autres les tableaux de valeurs, le résultat du contrôle visuel, un récapitulatif des réserves éventuelles, ainsi que les traces réflectométriques à 1550 nm dans les deux sens.

Une version sera fournie sur support informatique (disquette ou cédérom) qui comprendra notamment toutes les traces réflectométriques (soit les traces dans les deux sens à 1310 nm et 1550 nm).

La première page de couverture indiquera entre autres, de façon bien visible :

- "Cahier de recette optique",
- le nom de l'opération,
- le numéro du code opération VILLE ("Code Opéra"), ainsi que le numéro de RRE RO,
- le nom de l'entreprise PRESTATAIRE.

Le cahier de recette mentionnera également s'il s'agit d'une recette d'activation de fibres ou de raccordement.

Dans ce dernier cas, le nom de l'entreprise ayant effectué le raccordement sera aussi mentionné.

De même, le type de soudeuse et le programme de soudage utilisés pour le raccordement seront reportés dans le cahier de recette, lorsque ces informations sont présentes dans le dossier technique de l'entreprise de raccordement.

Les réserves éventuellement relevées seront présentées dans un paragraphe dédié.

3.2 – CONTROLES VISUELS

Les différents points vérifiés seront indiqués, avec leur niveau de conformité et les éventuelles anomalies relevées.

Dans le cas d'une recette de raccordement, les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, validés ou annotés, seront reproduits.
Les indications portées sur le marquage du câble seront également retranscrites.

Dans le cas d'une recette d'activation de fibre, le synoptique de liaison VILLE, validé ou annoté, sera reproduit.

Dans le cas de fibres non connectorisées, le résultat des tests de continuité sera indiqué.

3.3 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

<p>POUR L'UNIFORMITE DE L'ATTENUATION, IL SERA INDIQUE SI L'ATTENUATION PRESENTE OU NON DES POINTS DE DISCONTINUE.</p>

La valeur dans chaque sens de propagation ainsi que la valeur des deux sens moyennés seront présentés en tableaux, ceci pour :

- l'atténuation des connecteurs et des épissures, à 1310 et 1550 nm,
- le taux de réflexion des connecteurs à 1550 nm,
- l'atténuation linéique du segment hors connecteurs, à 1550 nm.

(Voir le récapitulatif au § 3.5).

Si le segment comporte des connecteurs en ligne, l'atténuation linéique à 1550 nm est à présenter pour chaque tronçon entre ces composants.

Pour les connecteurs et les épissures, un tableau présentera la différence d'atténuation entre les deux longueurs d'onde (valeur à 1310 nm moins valeur à 1550 nm).

Le tableau des épissures à 1550 nm fera apparaître la moyenne des épissures pour chaque fibre, ainsi que la moyenne générale, avec trois chiffres après la virgule.

Pour l'atténuation d'une épissure, si la valeur des deux sens moyennés est négative, elle sera comptée à zéro pour le calcul des moyennes par fibre et générale. (Elle pourra rester notée négative dans la colonne des deux sens moyennés).

Pour l'atténuation linéique, la valeur des deux sens moyennés sera donnée avec trois chiffres après la virgule.

Le type du connecteur mesuré sera rappelé en tête du tableau correspondant.

Dans le cas de fibres non connectorisées aux deux extrémités, les tableaux feront apparaître l'atténuation réflectométrique globale pour chaque longueur d'onde (deux sens et deux sens moyennés).

3.4 – MESURES PHOTOMETRIQUES

Les tableaux présenteront les valeurs de l'atténuation dans chaque sens de propagation, ainsi que la valeur des deux sens moyennés.

L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE, FOURNIE PAR VILLE OU CALCULEE AVEC LA FORMULE DU § 4.2, SERA RAPPELEE EN TETE DES TABLEAUX CORRESPONDANTS.

3.5 – RECAPITULATIF

Pour le cas général, les valeurs cochées suivantes sont à présenter en tableau :

	Deux sens et deux sens moyennés à 1550 nm	Deux sens et deux sens moyennés à 1310 nm	Différence des deux sens moyennés entre 1310 et 1550 nm
Épissures	X	X	X
Connecteurs	X	X	X
Réflexions	X		
Atténuation linéique	X		
Atténuation photométrique	X	X	

Pour les fibres non connectorisées aux deux extrémités, l'atténuation photométrique n'est pas à réaliser mais l'atténuation réflectométrique globale du segment est à présenter en tableau pour chaque longueur d'onde.

4 – SEUILS DES RESERVES

4.1 – SEUILS DES RESERVES POUR LES PARAMETRES MESURES

Les points suivants donnent lieu à des réserves :

4.1.1 – Inspection visuelle

- Toute non-conformité relevée lors des contrôles visuels.

4.1.2 - Épissures

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale à : 0,20 dB
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

4.1.3 – Connecteurs

ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET DE DEUX EPISSURES, Y COMPRIS S'IL S'AGIT D'UN CONNECTEUR D'EXTREMITÉ OU D'UN CONNECTEUR DE JARRETIERE.

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale aux valeurs suivantes, pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
Atténuation	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

- Taux de réflexion à 1550 nm supérieur ou égal aux valeurs suivantes :

Connecteur	SC/APC	FC, ST, SC/PC	EC	VFO
Taux de réflexion	- 50 dB	- 30 dB	- 45 dB	- 30 dB

4.1.4 - Contraintes sur la fibre

Pour un connecteur ou une épissure :

- Atténuation à 1550 nm supérieure à l'atténuation à 1310 nm, de 0,10 dB ou plus.

4.1.5 - Uniformité de l'atténuation

- Discontinuité supérieure ou égale à 0,10 dB à 1550 nm.
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

4.1.6 - Atténuation linéique

- Pas de seuil donnant lieu à réserve.

4.1.7 - Atténuation globale

- Atténuation à 1550 nm, dans l'une ou l'autre des directions de propagation, supérieure ou égale au maximum théorique A_{Maxi} qui sera fourni par VILLE et qui peut être calculé avec la formule décrite au § 4.2.
- Pas de seuil donnant lieu à réserve pour l'atténuation à 1310 nm.

4.2 - CALCUL DE L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE D'UN SEGMENT

L'atténuation maximale d'un segment peut être exprimée par la formule suivante :

$$A_{\text{Maxi}} = (\alpha_{\text{FO}} \times L_{\text{FO}} + \alpha_{\text{ép}} \times N_{\text{ép}} + \alpha_{\text{cn}} \times N_{\text{cn}}) \times C - \alpha_{\text{rf}}$$

Dans laquelle :

- A_{Maxi} en dB est l'atténuation du segment, hors équipements optoélectroniques.
- α_{FO} en dB/km est l'atténuation linéique de la fibre câblée, sans les épissures.
- L_{FO} en km est la longueur de fibre du segment, mesurée par réflectométrie.
- $\alpha_{\text{ép}}$ en dB est l'atténuation d'une épissure.
- $N_{\text{ép}}$ est le nombre d'épissures sur le segment, sans celles des connecteurs.
- α_{cn} en dB est l'atténuation d'un connecteur, incluant ses épissures.
- N_{cn} est le nombre de connecteurs sur la liaison.
- C est un coefficient d'effet statistique.
- α_{rf} en dB est la correction du niveau de référence de la mesure photométrique.

Les valeurs numériques à 1550 nm, sont les suivantes :

4.2.1 - Atténuation de la fibre câblée α_{FO}

- 0,215 dB/km si le segment est inférieur à 20 km
- 0,205 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 20 km
- 0,200 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 80 km

**ON CONSIDERE QUE CES VALEURS S'APPLIQUENT A DES CABLES
FABRIQUES EN 2001.**

En fonction de l'écart entre cette date et la date de fabrication du câble, on compte une correction de l'atténuation, en plus (vers le passé) ou en moins (vers le futur), de :

0,004 dB/km par an

4.2.2 - Atténuation des épissures $\alpha_{\text{ép}}$

0,07 dB si leur nombre est inférieur à 10
0,05 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 10
0,04 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 20

4.2.3 - Nombre d'épissures $N_{ép}$

Les épissures des connecteurs seront comptées avec les connecteurs et ne sont donc pas prises en compte dans le nombre d'épissures.

4.2.4 - Atténuation des connecteurs α_{cn}

ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET EVENTUELLEMENT DE DEUX EPISSURES.

De ce point de vue, on ne fait pas de différence entre les connecteurs de jarretières et les autres.

Une distinction est faite entre les différents types de connecteurs.
Pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
α_{cn}	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

Si N_{cn} est supérieur ou égal à 4 (tous types confondus), enlever 0,15 dB par connecteur.

Si N_{cn} est supérieur ou égal à 8 (tous types confondus), enlever 0,20 dB par connecteur.

4.2.5 - Nombre de connecteurs N_{cn}

ON NE PREND PAS EN COMPTE LES JARRETIERES EN TANT QUE TELLES DANS LA FORMULE. ON COMPTABILISE SIMPLEMENT LES CONNECTEURS QUI LES CONSTITUENT.

Les connexions d'extrémité sont comptées comme des connexions entières et non pas comme des demi-connexions.

4.2.7 – Coefficient d'effet statistique C

$C = 0,98$ si on a à la fois $L_{Fo} \geq 20$ km et $N_{cn} \geq 3$

$C = 1$ dans les autres cas.

4.2.8 – Correction du niveau de référence photométrique α_{rf}

Selon le type de connecteur d'extrémité, pour tenir compte du connecteur utilisé pour la prise du niveau de référence lors de la mesure photométrique (niveau 0 dB), on considère les valeurs α_{rf} suivantes :

Connect. d'extrémité	SC	FC, ST	EC	VFO
α_{rf}	0,25 dB	0,30 dB	0,45 dB	0,55 dB

En cas de connecteurs différents aux extrémités, on retiendra la plus forte valeur entre les deux connecteurs concernés si la référence a été prise avec un raccord hybride. On retiendra la moyenne des deux valeurs si la référence a été prise en faisant la moyenne entre deux jeux de jarretières.

Pour une mesure de l'atténuation au réflectomètre, (cas des fibres non connectorisées), α_{rr} = 0.

5 – CONFIGURATION APRES ESSAIS

La liaison optique doit être mise à disposition de l'exploitation dans la configuration suivante :

- L'ensemble des connecteurs ayant subi une manœuvre lors de la recette seront nettoyés selon les procédures en vigueur dans la profession et remis en place.
- Les éventuelles anomalies de repérage sur les étiquettes seront signalées.

ANNEXE 4

Contenu du cahier de recette

Le PRESTATAIRE s'engage à fournir à VILLE les documents suivants :

- Les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, dans le cas d'une recette de raccordement, validés ou annotés (support papier).
- Le synoptique de liaison VILLE, dans le cas d'une recette d'activation de fibres, validé ou annoté (support papier).
- Les diverses informations demandées aux § 3.1 et 3.2 de l'annexe 1 (supports papier et informatique).
- Les analyses et tableaux de synthèse des mesures réflectométriques et photométriques, tels que décrits aux § 3.3 et 3.4 de l'annexe 1, (supports papier et informatique).
- Les traces réflectométriques, aux deux longueurs d'onde pour le support informatique et à 1550 nm pour le support papier, telles que décrites aux § 3.1 et 3.3 de l'annexe 1.

PEGASE
**Convention de mise à disposition de fibres optiques par
la Ville de Montpellier à SFR LIAISON VALSIERE-
CINES L03644**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la société SFR a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications ;
- Que pour les besoins de raccordement de ses clients, SFR a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 3 461 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, SFR a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - durée dix ans
 - frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 650 €
 - redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 6 922 €.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention à passer entre SFR et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18/4 2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19/4 2012
Notifiée le :





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A SFR
LIAISON VALSIERE-CINES
L03644**

Entre les soussignés :

- **Madame le Maire**, agissant au nom et comme représentant de la Ville de MONTPELLIER
sise au 1, place Georges Frêche, en exécution d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

Société Française du Radiotéléphone - SFR, une société anonyme au capital social de
3 423 265 598,40 € dont le siège social est situé 42 avenue de Friedland 75008 Paris,
immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 343 059
564, représentée par son directeur en exercice ou par une personne dûment habilitée aux
fins des présentes

ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

SOMMAIRE

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT	4
ARTICLE 1 - DEFINITIONS.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION.....	4
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES	5
ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES	5
ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES.....	5
6.4.1 MISE A DISPOSITION	6
6.4.2 RECEPTION.....	6
ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES	7
ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS	9
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES.....	9
ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....	10
ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE	11
ARTICLE 12 - CESSION DE LA CONVENTION	11
ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION.....	11
ARTICLE 14 - RESILIATION.....	11
ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES	12

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

Conformément au code des postes et télécommunications, la société SFR, a été autorisée par arrêté ministériel, à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers et notamment d'opérateurs de télécommunications.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, SFR a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique réalisée par cette dernière sur son territoire.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n° 2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques terminées par des connecteurs entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur dans les conditions définies à l'article 6.4 ci-après.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur des fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur des fibres optiques déployées sur son domaine public routier pour l'exercice des activités de télécommunications exercées par ledit opérateur en vertu de l'autorisation prévue à l'article L.33-1, qui lui a été accordée par arrêté du ministre.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES

Les fibres optiques de la Ville mises à disposition de l'opérateur sont implantées le long du réseau PEGASE entre le point de présence de l'opérateur sur la rue de la Valsière et le CINES avenue des Moulins.

La longueur de la liaison représente un linéaire, d'environ 3 461 mètres, et sera défini précisément lors de la phase de réception et servira de base au calcul de la redevance.

Les infrastructures optiques déployées par la Ville et mises à disposition de l'opérateur sont définies dans l'annexe n°1 à la présente.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n° 2 à la présente.

En cas de demande complémentaire de la part de l'opérateur, un avenant à la convention sera négocié.

ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES

L'opérateur est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison des fibres optiques de la Ville mises à disposition dans le cadre de la présente.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION

Il est entendu entre les parties que la Ville n'a signé la présente convention qu'en raison de la qualité de l'opérateur, et notamment au regard de l'autorisation ministérielle visée en préambule qui lui a été accordée.

L'opérateur s'interdit de sous-concéder ou sous-louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises mis à sa disposition, sauf autorisation préalable expresse de la Ville.

Toutefois, l'opérateur est d'ores et déjà autorisé à sous-concéder ou sous louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises objet de la présente convention, au profit de toutes les sociétés filiales et de la maison mère de SFR.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

6.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

Il doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

6.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE

L'opérateur s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver le bon état des fibres optiques existantes, implantées sur le domaine public. Il prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux

de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. Il se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

6.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPERATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

6.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison et à la date de mise à disposition définis en annexe n°1.

6.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les liaisons à l'opérateur à la date définie en annexe n°1 comme la "**date de mise à disposition**". Cette date est la date à laquelle l'opérateur aura pu prononcer la réception de la liaison, levée de toute réserves majeures dans les conditions définies à l'article 6.4.2 ci-après.

6.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville. Elle se déroulera comme suit:

La Ville informera l'opérateur par lettre ou télécopie du jour de la réception, huit (8) jours au moins avant la date prévue pour cette dernière. Lors des opérations de réception telles que définies en annexe n°3 et à l'issue des tests, les parties procéderont, aux points de livraison, à la signature du certificat de réception de la (des) liaison(s).

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

La levée desdites réserves par la Ville fera l'objet d'un courrier ou d'une télécopie adressé à l'opérateur; elle ne donnera pas lieu à une nouvelle réception des liaisons.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

En cas d'impossibilité pour l'opérateur de participer, au jour dit, aux opérations de réception, l'opérateur devra en aviser par écrit la Ville deux (2) jours avant la date de réception initiale.

La Ville proposera une nouvelle date de réception, pour laquelle l'opérateur s'engage à se rendre disponible.

ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

7.1 : EXPLOITATION

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

7.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront à sa disposition en application de la présente convention. Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, il procède sans délai à la remise en état des lieux.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant les liaisons, il en informera la Ville sans délai.

7.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir le service à ses propres clients, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et sur son câble à fibre optique dans un des trois points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention:

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques
- les services techniques de la Ville.

7.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique suivie d'une intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera mesurée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie il fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargé de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant, l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville sont les suivantes :

N° de téléphone : 04 67 34 71 17

Mel : eric.alabert@ville-montpellier.fr, alain.flottes@ville-montpellier.fr

Les coordonnées du prestataire seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques, celles-ci seront mises à jour par la Ville dès que nécessaire.

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, 365 jours par an.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement sauf si celui-ci est du à l'opérateur, dans ce cas il remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

7.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures.
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 7.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures

7.3.3 Crédit de redevance :

L'opérateur bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4^{ème} dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale de la Ville en application des dispositions de l'article 9.2 ci-après.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour l'opérateur renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.2 ci-après, l'opérateur se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur, entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

9.1: FRAIS D'ACCES

Le montant des frais d'accès au service est fixé 650 euro net toutes charges comprises; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la signature de la présente convention.

9.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSTION

9.2.1 Montant de la redevance

La société versera à la Ville, et par virement bancaire, une indemnité annuelle d'occupation.

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2 € nets /paire de fibres optiques base juin 2002 (deux euros nets toutes charges comprises par mètre linéaire et par paire base juin 2002).

il est calculé comme suit :

$$R = 2 \text{ €} \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètre linéaire.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

Les valeurs d et n seront celles fixées dans le procès-verbal de réception des équipements mis à disposition.

9.2.2 Paiement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de mise en recette, portant la référence comptable “

Contrat n° L0644 ” qui sera adressé à :

SFR
Comptabilité Fournisseur SFR
TOUR SEQUOIA
1, Place Carpeaux
LA DEFENSE 6,
92915, PARIS LA DEFENSE CEDEX

La première étant accompagnée d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante (60) jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 6.4.1,

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

9.2.3 Variation de la redevance

L'indemnité ci-dessus évolue au 1^{er} janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,6 \frac{S}{SO} + 0,4 \frac{PsdT}{PsdTO}) \text{ dans laquelle :}$$

- **P** est le prix actualisé;
- **P_o** le prix de référence (valeur juin 2002);
- **S** est la dernière valeur connue au 1^{er} janvier de l'année considérée de l'indice général des salaires dans les industries mécaniques et électriques ICHTTS1
- **SO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 116,5;
- **PsdT** est la dernière valeur considérée de l'indice « produits et services du secteur industrie du téléphone »,
- **PsdTO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 121,8.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur devra justifier annuellement de ces attestations à la première demande de la Ville.

L'opérateur fera son affaire de tous les recours intentés contre la Ville par des tiers, ainsi que des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de la Ville pourra être engagée en cas de préjudices causés à l'opérateur fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant. Il doit notamment informer la Ville en cas de modifications éventuelles apportées à son autorisation au titre de l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications telle que visée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 12 - CESSION DE LA CONVENTION

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans le consentement écrit et préalable de la Ville et sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

L'opérateur est toutefois d'ores et déjà autorisé par la Ville à céder ses droits et obligations résultant des présentes au profit de toutes sociétés filiales et de la société mère dès lors que ces sociétés sont également autorisées à exercer leur activité au lieu et place de l'opérateur, au titre d'une autorisation accordée au titre de l'article L. 33.1 du code des postes et télécommunications.

Cette cession fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée initiale de dix (10) ans à compter de la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1 ci-avant. Elle sera ensuite renouvelée par nouvelles périodes d'une (1) année après accord express des parties, l'opérateur informera la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chacune de ces échéances de son intention de renouvellement.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance tous les deux ans afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

ARTICLE 14 - RESILIATION

14.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

14.1.1: Dans l'intérêt général

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

14.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

14.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.1, l'opérateur n'aura droit à aucune indemnisation.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.2 l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

14.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera prononcée par le maire de la Ville, dûment habilité par le Conseil municipal. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 14.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

14.1.5 Dépose des équipements de l'opérateur

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation sauf accord contraire.

14.2 : A L'INITIATIVE DE L'OPERATEUR

14.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas l'opérateur abandonnera à titre d'indemnités le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

14.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition
Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition
Annexe n° 3 : Procédure de réception

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'opérateur



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A SFR
LIAISON VALSIERE-CINES
L03644**

ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION

1° Description géographique des liaisons mises à disposition de l'opérateur par la Ville :

La liaison est composée d'une paire de fibre optique du réseau de la Ville PEGASE sur une distance estimée à 3 461 ml.

2° Points de livraison des liaisons :

Point de livraison n°3 : chambre L3T rue de la Valsière.

Point de livraison n°4 : chambre L3T avenue des Moulins.





Liaison	linéaire en ml
Rue valsière - Cines	3 461

3° Date de mise à disposition des liaisons :

Un mois à compter de la signature de la convention.



RESEAU HAUTS-DEBITS
MONTPELLIER

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A SFR
LIAISON VALSIERE-CINES
L03644**

ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES

SPECIFICATION TECHNIQUE DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

Paramètre	Valeur
Diamètre de mode à 1310 nm	$9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$
Diamètre de gaine optique	$125 \pm 1 \mu\text{m}$
Excentration cœur / gaine	$\leq 0,8 \mu\text{m}$
Non circularité du diamètre de mode	$\leq 6 \%$
Non circularité de la gaine optique	$\leq 1 \%$
Longueur d'onde de coupure en câble	$\leq 1250 \text{ nm}$
Dispersion chromatique à 1550nm	$\leq 18 \text{ ps/nm.km}$
Atténuation maximale à 1550nm (hors câble)	$\leq 0,25 \text{ dB/km}$
Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm	Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB
Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble)	$\leq 0,05 \text{ dB/km}$
PMD	$\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$
Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm	$\leq 0,1 \text{ dB}$
Test en tension (100 % des fibres testées)	Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ($= 0.69 \text{ GN/m}^2$) à 1,0 % d'allongement équivalent

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A SFR
LIAISON VALSIERE-CINES
L03644**

ANNEXE N°3 : PROCEDURE DE RECETTE OPTIQUE

CAHIER DES CHARGES
POUR LES
RECETTES OPTIQUES 2001-2002

(ANNEXES TECHNIQUES)

EXTRAITS

1 – INTRODUCTION ET GENERALITES

Le présent document décrit les caractéristiques techniques nécessaires à la validation de tronçons optiques. Il définit les essais optiques à effectuer et les documents à fournir lors de la recette d'un segment ou d'un tronçon.

Le segment, ou arc optique, est défini comme un ensemble de fibres pouvant relier deux équipements optoélectroniques tels que transmetteurs ou amplificateurs optiques. Un tronçon est une partie de segment.

Ce document s'applique aux recettes de raccordement de câbles, ainsi qu'aux recettes d'activation de fibres sur des câbles dont le raccordement a déjà été validé.

LE PRESTATAIRE S'ASSURERA DU RESPECT DES CONSIGNES DE SECURITE DU MILIEU DANS LEQUEL IL INTERVIENT, AINSI QUE DU RESPECT DES AUTORISATIONS D'EMPRUNT DES EMPRISES FERROVIAIRES OU APPARTENANT A D'AUTRES OPERATEURS.

POUR UNE RECETTE DE RACCORDEMENT, LE PRESTATAIRE DEVRA OBTENIR DE L'ENTREPRISE DE RACCORDEMENT, LA PRESENTATION, AU MOMENT DE LA RECETTE, DU DOSSIER TECHNIQUE DU RACCORDEMENT (UN EXEMPLAIRE PAPIER), INCLUANT LE CAHIER DE MESURE.

Cet exemplaire du dossier technique sera ensuite transmis à la Ville avec le cahier de recette.

Les appareils de mesures utilisés devront avoir fait l'objet d'un étalonnage et être munis d'un certificat et d'un étiquetage d'étalonnage en cours de validité.

2 – CONTROLES

2.1 – CONTROLES VISUELS

Le respect des conditions techniques du raccordement sera contrôlé aux deux extrémités du segment, en particulier quant au bon positionnement des câbles et des connecteurs d'extrémité, ainsi qu'à leur repérage.

Le contrôle visuel permettra également de vérifier :

- la conformité aux règles de l'art pour le positionnement et le lovage des jarretières,
- le respect des règles de repérage des têtes de câbles et des câbles,
- la conformité aux documents Ville (selon le cas : schémas de baies, plan de câblage, synoptique de liaison).

- en présence d'équipements optiques non précédemment recettés (tels que tête de câble, tiroir d'épissurage...), que le raccordement de ces équipements est fait selon les spécifications techniques du fabricant ou celles de la Ville (pour le lovage des fibres, le positionnement des manchons de soudures...).

Dans le cas de fibres non connectées, un test de continuité sera effectué, principalement dans le but de contrôler qu'il n'y a pas de croisement de fibres. Une source visible ou toute autre méthode pourront être utilisées.

Lors d'une recette de raccordement, l'inspection visuelle portera aussi sur le marquage du câble (fabricant, année de fabrication, type de fibre s'il y a lieu...).

À la requête de la Ville, le PRESTATAIRE pourra demander à l'entreprise de raccordement l'ouverture d'une ou plusieurs boîtes de jonction. Le PRESTATAIRE effectuera alors un contrôle visuel de la conformité du raccordement. L'entreprise de raccordement assurera la fermeture des boîtes de jonction, puis le contrôle de leur étanchéité.

2.2 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

**ELLES SERONT EFFECTUEES DANS LES 2 SENS DE PROPAGATION,
AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.**

Leur but est de caractériser l'atténuation linéique de la fibre, l'atténuation des connecteurs et des épissures ainsi que leurs réflexions, et de contrôler l'absence de défauts atténuant et de contraintes sur la fibre.

Les paramètres d'acquisition seront choisis de façon à obtenir une résolution verticale suffisante pour que toutes les épissures soient lisibles. Les courbes devront être exploitables jusqu'à leur extrémité éloignée, de façon à permettre la mesure de l'atténuation linéique et la détection d'inhomogénéité éventuelles sur la dernière longueur (après la dernière épissure). L'indice de réfraction à prendre en compte pour paramétrer le réflectomètre est celui indiqué par le fabricant de la fibre, ou à défaut : 1,47 à 1550 nm et à 1310 nm.

La fiche d'un connecteur en fin de segment devra être mesurée en étant connectée à une bobine de référence, de façon à obtenir des valeurs d'atténuation et de réflexion dans chaque sens de propagation.

Par bobine de référence, on entend une bobine de fibre équipée aux extrémités avec des fiches de connecteur dites de référence, c'est à dire dont la fibre présente une très faible excentration qui est mesurée et garantie par l'entreprise assurant le montage des fibres-amorces.

La longueur de cette bobine devra être suffisante pour caractériser le connecteur, y compris s'il présente un pic de réflexion.

2.3 – MESURES PHOTOMETRIQUES

LA MESURE DE L'ATTENUATION GLOBALE DU SEGMENT SERA EFFECTUEE DANS LES DEUX SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.

La procédure de mesure sera la méthode d'insertion, et utilisera deux jarretières équipées de connecteurs de référence (à faible excentration), qui seront connectées entre elles pour déterminer le niveau de référence (niveau 0 dB).

Dans le cas de connecteurs différents aux deux extrémités du segment, le niveau de référence sera pris avec un raccord hybride ou à défaut, en faisant une moyenne entre deux jeux de jarretières.

Les mesures photométriques ne seront pas réalisées sur des fibres qui ne sont pas connectorisées aux deux extrémités.

3 – PRESENTATION DES RESULTATS

3.1 – CAHIER DE RECETTE

Les résultats seront regroupés dans un cahier de recette.

Il inclura entre autres les tableaux de valeurs, le résultat du contrôle visuel, un récapitulatif des réserves éventuelles, ainsi que les traces réflectométriques à 1550 nm dans les deux sens.

Une version sera fournie sur support informatique (disquette ou cédérom) qui comprendra notamment toutes les traces réflectométriques (soit les traces dans les deux sens à 1310 nm et 1550 nm).

La première page de couverture indiquera entre autres, de façon bien visible :

- "Cahier de recette optique",
- le nom de l'opération,
- le numéro du code opération VILLE ("Code Opéra"), ainsi que le numéro de RRE RO,
- le nom de l'entreprise PRESTATAIRE.

Le cahier de recette mentionnera également s'il s'agit d'une recette d'activation de fibres ou de raccordement.

Dans ce dernier cas, le nom de l'entreprise ayant effectué le raccordement sera aussi mentionné.

De même, le type de soudeuse et le programme de soudage utilisés pour le raccordement seront reportés dans le cahier de recette, lorsque ces informations sont présentes dans le dossier technique de l'entreprise de raccordement.

Les réserves éventuellement relevées seront présentées dans un paragraphe dédié.

3.2 – CONTROLES VISUELS

Les différents points vérifiés seront indiqués, avec leur niveau de conformité et les éventuelles anomalies relevées.

Dans le cas d'une recette de raccordement, les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, validés ou annotés, seront reproduits.

Les indications portées sur le marquage du câble seront également retranscrites.

Dans le cas d'une recette d'activation de fibre, le synoptique de liaison VILLE, validé ou annoté, sera reproduit.

Dans le cas de fibres non connectorisées, le résultat des tests de continuité sera indiqué.

3.3 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

POUR L'UNIFORMITE DE L'ATTENUATION, IL SERA INDIQUE SI L'ATTENUATION PRESENTE OU NON DES POINTS DE DISCONTINUTE.

La valeur dans chaque sens de propagation ainsi que la valeur des deux sens moyennés seront présentés en tableaux, ceci pour :

- l'atténuation des connecteurs et des épissures, à 1310 et 1550 nm,
- le taux de réflexion des connecteurs à 1550 nm,
- l'atténuation linéique du segment hors connecteurs, à 1550 nm.

(Voir le récapitulatif au § 3.5).

Si le segment comporte des connecteurs en ligne, l'atténuation linéique à 1550 nm est à présenter pour chaque tronçon entre ces composants.

Pour les connecteurs et les épissures, un tableau présentera la différence d'atténuation entre les deux longueurs d'onde (valeur à 1310 nm moins valeur à 1550 nm).

Le tableau des épissures à 1550 nm fera apparaître la moyenne des épissures pour chaque fibre, ainsi que la moyenne générale, avec trois chiffres après la virgule.

Pour l'atténuation d'une épissure, si la valeur des deux sens moyennés est négative, elle sera comptée à zéro pour le calcul des moyennes par fibre et générale. (Elle pourra rester notée négative dans la colonne des deux sens moyennés).

Pour l'atténuation linéique, la valeur des deux sens moyennés sera donnée avec trois chiffres après la virgule.

Le type du connecteur mesuré sera rappelé en tête du tableau correspondant.

Dans le cas de fibres non connectées aux deux extrémités, les tableaux feront apparaître l'atténuation réflectométrique globale pour chaque longueur d'onde (deux sens et deux sens moyennés).

3.4 – MESURES PHOTOMETRIQUES

Les tableaux présenteront les valeurs de l'atténuation dans chaque sens de propagation, ainsi que la valeur des deux sens moyennés.

L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE, FOURNIE PAR VILLE OU CALCULEE AVEC LA FORMULE DU § 4.2, SERA RAPPELEE EN TETE DES TABLEAUX CORRESPONDANTS.

3.5 – RECAPITULATIF

Pour le cas général, les valeurs cochées suivantes sont à présenter en tableau :

	Deux sens et deux sens moyennés à 1550 nm	Deux sens et deux sens moyennés à 1310 nm	Différence des deux sens moyennés entre 1310 et 1550 nm
Épissures	X	X	X
Connecteurs	X	X	X
Réflexions	X		
Atténuation linéique	X		
Atténuation photométrique	X	X	

Pour les fibres non connectées aux deux extrémités, l'atténuation photométrique n'est pas à réaliser mais l'atténuation réflectométrique globale du segment est à présenter en tableau pour chaque longueur d'onde.

4 – SEUILS DES RESERVES

4.1 – SEUILS DES RESERVES POUR LES PARAMETRES MESURES

Les points suivants donnent lieu à des réserves :

4.1.1 – Inspection visuelle

- Toute non-conformité relevée lors des contrôles visuels.

4.1.2 - Épissures

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale à : 0,20 dB
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

4.1.3 – Connecteurs

ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET DE DEUX EPISSURES, Y COMPRIS S'IL S'AGIT D'UN CONNECTEUR D'EXTREMITE OU D'UN CONNECTEUR DE JARRETIERE.

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale aux valeurs suivantes, pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
Atténuation	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

- Taux de réflexion à 1550 nm supérieur ou égal aux valeurs suivantes :

Connecteur	SC/APC	FC, ST, SC/PC	EC	VFO
Taux de réflexion	- 50 dB	- 30 dB	- 45 dB	- 30 dB

4.1.4 - Contraintes sur la fibre

Pour un connecteur ou une épissure :

- Atténuation à 1550 nm supérieure à l'atténuation à 1310 nm, de 0,10 dB ou plus.

4.1.5 - Uniformité de l'atténuation

- Discontinuité supérieure ou égale à 0,10 dB à 1550 nm.
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

4.1.6 - Atténuation linéique

- Pas de seuil donnant lieu à réserve.

4.1.7 - Atténuation globale

- Atténuation à 1550 nm, dans l'une ou l'autre des directions de propagation, supérieure ou égale au maximum théorique A_{Maxi} qui sera fourni par VILLE et qui peut être calculé avec la formule décrite au § 4.2.
- Pas de seuil donnant lieu à réserve pour l'atténuation à 1310 nm.

4.2 - CALCUL DE L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE D'UN SEGMENT

L'atténuation maximale d'un segment peut être exprimée par la formule suivante :

$$A_{\text{Maxi}} = (\alpha_{\text{FO}} \times L_{\text{FO}} + \alpha_{\text{ép}} \times N_{\text{ép}} + \alpha_{\text{cn}} \times N_{\text{cn}}) \times C - \alpha_{\text{rf}}$$

Dans laquelle :

- A_{Maxi} en dB est l'atténuation du segment, hors équipements optoélectroniques.
- α_{FO} en dB/km est l'atténuation linéique de la fibre câblée, sans les épissures.
- L_{FO} en km est la longueur de fibre du segment, mesurée par réflectométrie.
- $\alpha_{\text{ép}}$ en dB est l'atténuation d'une épissure.
- $N_{\text{ép}}$ est le nombre d'épissures sur le segment, sans celles des connecteurs.
- α_{cn} en dB est l'atténuation d'un connecteur, incluant ses épissures.
- N_{cn} est le nombre de connecteurs sur la liaison.
- C est un coefficient d'effet statistique.
- α_{rf} en dB est la correction du niveau de référence de la mesure photométrique.

Les valeurs numériques à 1550 nm, sont les suivantes :

4.2.1 - Atténuation de la fibre câblée α_{FO}

- 0,215 dB/km si le segment est inférieur à 20 km
- 0,205 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 20 km
- 0,200 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 80 km

**ON CONSIDERE QUE CES VALEURS S'APPLIQUENT A DES CABLES
FABRIQUES EN 2001.**

En fonction de l'écart entre cette date et la date de fabrication du câble, on compte une correction de l'atténuation, en plus (vers le passé) ou en moins (vers le futur), de :

0,004 dB/km par an

4.2.2 - Atténuation des épissures $\alpha_{\text{ép}}$

0,07 dB	si leur nombre est inférieur à 10
0,05 dB	si leur nombre est supérieur ou égal à 10
0,04 dB	si leur nombre est supérieur ou égal à 20

4.2.3 - Nombre d'épissures $N_{ép}$

Les épissures des connecteurs seront comptées avec les connecteurs et ne sont donc pas prises en compte dans le nombre d'épissures.

4.2.4 - Atténuation des connecteurs α_{cn}

ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET EVENTUELLEMENT DE DEUX EPISSURES.

De ce point de vue, on ne fait pas de différence entre les connecteurs de jarretières et les autres.

Une distinction est faite entre les différents types de connecteurs.
Pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
α_{cn}	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

Si N_{cn} est supérieur ou égal à 4 (tous types confondus), enlever 0,15 dB par connecteur.

Si N_{cn} est supérieur ou égal à 8 (tous types confondus), enlever 0,20 dB par connecteur.

4.2.5 - Nombre de connecteurs N_{cn}

ON NE PREND PAS EN COMPTE LES JARRETIERES EN TANT QUE TELLES DANS LA FORMULE. ON COMPTABILISE SIMPLEMENT LES CONNECTEURS QUI LES CONSTITUENT.

Les connexions d'extrémité sont comptées comme des connexions entières et non pas comme des demi-connexions.

4.2.7 – Coefficient d'effet statistique C

$C = 0,98$ si on a à la fois $L_{FO} \geq 20$ km et $N_{cn} \geq 3$

$C = 1$ dans les autres cas.

4.2.8 – Correction du niveau de référence photométrique α_{rf}

Selon le type de connecteur d'extrémité, pour tenir compte du connecteur utilisé pour la prise du niveau de référence lors de la mesure photométrique (niveau 0 dB), on considère les valeurs α_{rf} suivantes :

Connect. d'extrémité	SC	FC, ST	EC	VFO
α_{rf}	0,25 dB	0,30 dB	0,45 dB	0,55 dB

En cas de connecteurs différents aux extrémités, on retiendra la plus forte valeur entre les deux connecteurs concernés si la référence a été prise avec un raccord hybride. On retiendra la moyenne des deux valeurs si la référence a été prise en faisant la moyenne entre deux jeux de jarretières.

Pour une mesure de l'atténuation au réflectomètre, (cas des fibres non connectorisées), $\alpha_{rf} = 0$.

5 – CONFIGURATION APRES ESSAIS

La liaison optique doit être mise à disposition de l'exploitation dans la configuration suivante :

- L'ensemble des connecteurs ayant subi une manœuvre lors de la recette seront nettoyés selon les procédures en vigueur dans la profession et remis en place.
- Les éventuelles anomalies de repérage sur les étiquettes seront signalées.

ANNEXE 4

Contenu du cahier de recette

Le PRESTATAIRE s'engage à fournir à VILLE les documents suivants :

- Les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, dans le cas d'une recette de raccordement, validés ou annotés (support papier).
 - Le synoptique de liaison VILLE, dans le cas d'une recette d'activation de fibres, validé ou annoté (support papier).
 - Les diverses informations demandées aux § 3.1 et 3.2 de l'annexe 1 (supports papier et informatique).
 - Les analyses et tableaux de synthèse des mesures réflectométriques et photométriques, tels que décrits aux § 3.3 et 3.4 de l'annexe 1, (supports papier et informatique).
 - Les traces réflectométriques, aux deux longueurs d'onde pour le support informatique et à 1550 nm pour le support papier, telles que décrites aux § 3.1 et 3.3 de l'annexe 1.
-

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour le nettoyage périodique réglementaire
des VMC et cuisines des crèches municipales.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 31/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Françoise PRUNIER ;
- Vu l'arrêté n° 2012/0687/T/R de remplacement de Mme Prunier par Mr Passet du 22 mars au 2 avril 2012 ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder au nettoyage périodique réglementaire des installations VMC et des cuisines des crèches de la Ville ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 20/02/2012 ; conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise SARL HYGIENE TOUS SERVICES sise 36 Square Saturne à Montpellier (34) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 2 M 16 précité à l'entreprise SARL HYGIENE TOUS SERVICES pour un montant de 6 639,00 € HT par an renouvelable 3 fois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2012 de la Ville
- D'autoriser Madame le Maire ou L'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Section : Fonctionnement

Fonction : 9264

Nature : 6156

Montpellier, le **29/03/2012**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**

Michel PASSET

Publiée le : **30/3/2012**
Notifiée le :

Théâtre Jean Vilar, saison 2011 2012
Contrat de cession du droit d'exploitation

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville a défini le programme de la saison 2011-2012 du théâtre Jean Vilar ;
- Que ce programme comporte cinq représentations du spectacle *Chatroom*, par la compagnie Théâtre de poche de Bruxelles les 14, 15 et 16 mars 2012 ;
- Que ce marché (n° 2M343), conformément à l'article 28 du code des marchés publics, peut être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature du contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle *Chatroom*, avec la compagnie Théâtre de poche de Bruxelles, pour un montant de 20 500.00 € (cession) et 2330.16 € (défraiements) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

20/3/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : **30/3/2012**
Notifiée le :

THEATRE DE POCHE DE BRUXELLES Asbl

Fondateur Roger Domani
Direction Roland Mahauden

CONVENTION

Entre les soussignés

Raison sociale : L'Asbl THEATRE DE POCHE DE BRUXELLES

Adresse : Chemin du Gymnase, 1a à 1000 Bruxelles, Belgique
représentée valablement par Roland Mahauden, en qualité de Directeur,
ci-après dénommée dans la présente convention « Le Producteur »,
d'une part,

et

Raison sociale : La Ville de MONTPELLIER

Téléphone : 04 67 40 76 06

Fax : 04 67 40 28 65

Email : administration-theatre.jvilar@ville-montpellier.fr

SIRET : 213 401 72 20 0011 / APE : 8411Z

Licences : 1- 1030066 / 3- 1027742

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu
d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux
délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire ci-après désignée
par le terme « L'Organisateur ».

77

882

THEATRE DE POCHE DE BRUXELLES Asbl

Fondateur Roger Domani

Direction Roland Mahauden

PREAMBULE:

A – Le Producteur dispose du droit de représentation en France du spectacle, dont le détail est repris ci-dessous et pour lequel il s'est assuré le concours des artistes nécessaires à la représentation au public

Titre du spectacle : CHATROOM

De Enda Walsh

Traduction Xavier Mailleux

Avec : Adriana Da Fonseca, Julien Vargas, Olivier Lenel, Cédric Lombard, Alice de Marchi, Elsa Poisot

B – L'Organisateur s'est assuré de la disposition du lieu de représentation dont le Producteur déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques, à l'adresse suivante :

Théâtre Jean Vilar

155, rue de Bologne

34080 Montpellier

La fiche technique du spectacle CHATROOM fait partie intégrante de la présente convention et doit également être approuvée et signée en toutes pages par les 2 parties.

Article 1 – Objet

L'objet de la convention porte sur **5 représentations** du spectacle susnommé produit par Le Théâtre de Poche dans les conditions définies ci-après, aux dates et horaires suivants :

- 1 représentations le mercredi 14 mars 2012 à 20h30
- 2 représentations le jeudi 15 mars 2012 à 14h00 et 20h30
- 2 représentations le vendredi 16 mars 2012 à 14h00 et 20h30.

Article 2 – Les obligations du Producteur

Le Producteur s'oblige :

- à fournir le spectacle entièrement monté ;
- à assumer la responsabilité artistique des représentations ;
- et en sa qualité d'employeur, à assurer les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, du personnel attaché au spectacle (il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle) ;
- À assurer le transport aller et retour et à effectuer éventuellement les formalités douanières, les décors, costumes, meubles et accessoires et, d'une manière générale, tous les éléments nécessaires à la représentation du spectacle.
- Le Producteur atteste qu'à la date de la représentation, le spectacle objet du présent contrat a été représenté plus de 141 fois au sens de l'article 89 ter annexe III du Code Général des Impôts.

Bois de la Cambre, 1a Chemin du Gymnase, 1000 Bruxelles

Tél.Location 02/649.17.27 – Tél.Administration 02/647.27.26

Fax 02/647.28.22 – email info@poche.be - Site : www.poche.be

Triodos IBAN : BE97-523-0802067-49 – BIC: TRIOBEBB

THEATRE DE POCHE DE BRUXELLES Asbl

Fondateur Roger Domani

Direction Roland Mahauden

Article 3 – Les obligations de l'Organisateur

L'Organisateur s'oblige :

- à fournir les lieux de représentation et les fonctionnalités qui y sont liées, y compris le personnel nécessaire aux déchargements et rechargement, aux montages et démontages et aux services de la représentation selon les précisions détaillées dans la fiche technique.
- à assurer les rémunérations, charges sociales et fiscales de ce personnel.
- à mettre à la disposition des artistes et du personnel du Théâtre de Poche, une collation, eau, jus de fruit, fruits, boissons chaudes, etc. lors de la représentation
- à mettre à disposition du Producteur dix invitations pour les professionnels de la diffusion du spectacle vivant ;
- à assurer en matière de publicité et d'information, la conception des supports d'information qui lui sont propres. Ceux-ci relèvent de son unique responsabilité.
- à s'efforcer de respecter scrupuleusement l'option graphique de la documentation fournie par le Producteur et observera scrupuleusement les mentions obligatoires suivantes : « Une production du Théâtre de Poche de Bruxelles », « Avec l'aide du Centre des Arts Scéniques ». Le titre et le nom de l'auteur (Enda Walsh) devront également être mentionné en tant que tel. Le visuel du spectacle ne doit en aucune manière être modifié.

Article 4 – Conditions financières

1. Droits d'auteurs

Les droits d'auteur(s) sont à la charge de l'organisateur et lui seront facturés par le Théâtre de Poche après les représentations :

- 6% de la recette brute pour l'auteur Enda Walsh (perçus par le Théâtre de Poche et reversé directement à l'auteur) Ce montant ne pourra en aucun cas être inférieur à 285 € par représentation.
- 4,8% de la recette brute pour l'adaptateur Xavier Mailleux via la Sabam. L'Organisateur prend contact avec la Sabam au minimum 8 jours avant la représentation.
- 50€ par représentation pour la vidéo (perçus par le Théâtre de Poche et reversé directement au réalisateur)
- Musique : l'organisateur prend ses dispositions avec la Sabam avant les représentations sur base du relevé musique qui fait partie intégrante de la convention et qui doit également être approuvé et signé par les deux parties.

L'Organisateur s'engage à communiquer au Théâtre de Poche le(s) bordereau(x) de billetterie par courriel à compta@poche.be ou par fax au 0032 2647 28 22 dans les 15 jours qui suivent la (dernière) représentation. Les droits susmentionnés seront facturés à l'Organisateur par le Producteur et le paiement devra être exclusivement effectué par mandat administratif au compte du Théâtre de Poche de Bruxelles :

REFERENCES BANCAIRES :

Banque TRIODOS – Rue Haute, 139 Bte 3 – 1000 BRUXELLES

Tél : 0032 2 548 28 52

Compte : Théâtre de Poche de Bruxelles

IBAN BE97 5230 8020 6749

BIC TRIOBEBB

Bois de la Cambre, 1a Chemin du Gymnase, 1000 Bruxelles

Tél.Location 02/649.17.27 – Tél.Administration 02/647.27.26

Fax 02/647.28.22 – email info@poche.be - Site : www.poche.be

Triodos IBAN : BE97-523-0802067-49 – BIC: TRIOBEBB

THEATRE DE POCHE DE BRUXELLES Asbl

Fondateur Roger Domani
Direction Roland Mahauden

2. Prix des places

Le prix des places est fixé librement par l'Organisateur.

3. Contrepartie

L'Organisateur s'engage à verser au Producteur, en contrepartie de ce qui précède, la somme de 22.830,16 € (vingt deux mille huit cent trente euros et seize centimes d'euros) pour 5 représentations de CHATROOM, incluant :

- le cachet pour 5 représentations : 20.500 €
- le déplacement de toute l'équipe artistique ainsi que la metteur en scène, l'équipe technique et le décor, en camionnette et minibus : 943,2 €
- les défraiements repas (27 déjeuners et 27 dîners) pour toutes ces personnes, exceptés les petits-déjeuners qui doivent être compris dans la nuit d'hôtel : 810 €
- les défraiements des jours off mutualisés sur 5 structures concernat les repas pour toutes ces personnes, exceptés les petits-déjeuners qui doivent être compris dans la nuit d'hôtel : 222 €
- ainsi que les nuits des jours off mutualisées sur 5 structures : 354,96 €

La somme de 22.830,16 € (vingt deux mille huit cent trente euros et seize centimes d'euros) sera payée par l'Organisateur par mandat administratif au plus tard le 15 avril 2012 sur présentation de la facture, sur le compte bancaire du Théâtre de Poche de Bruxelles, dont les coordonnées sont les suivantes :

REFERENCES BANCAIRES :

Banque TRIODOS – Rue Haute, 139 Bte 3 – 1000 BRUXELLES

Tél : 0032 2 548 28 52

Compte : Théâtre de Poche de Bruxelles

IBAN BE97 5230 8020 6749

BIC TRIOBEBB

4. Hébergement

L'Organisateur prendra en charge directement les réservations et les frais d'hébergement pour 6 comédiens et 2 régisseurs, et le cas échéant, pour l'administrateur du Théâtre de Poche accompagnant la tournée, selon la roominglist suivante :

- 13/03/2012 : 1 single à charge de l'Organisateur : Arnaud Bourgis
- 14/03/2012 : 9 singles à charge de l'Organisateur : Isabelle Derr - Eric Segers – Adriana Da Fonseca – Cédric Lombard – Olivier Lenel – Julien Vargas – Elsa Poisot – Alice de Marchi – Matthieu Defour.
- 15/03/2012 : 8 singles à charge de l'Organisateur : Isabelle Derr - Eric Segers – Adriana Da Fonseca – Cédric Lombard – Olivier Lenel – Julien Vargas – Elsa Poisot – Alice de Marchi
- 16/03/2012 : 8 singles à charge de l'Organisateur : Isabelle Derr - Eric Segers – Adriana Da Fonseca – Cédric Lombard – Olivier Lenel – Julien Vargas – Elsa Poisot – Alice de Marchi
- 17/03/2012 : 6 singles à charge financière du Producteur, mais l'Organisateur est tenu d'effectuer les réservations : Adriana Da Fonseca – Cédric Lombard – Olivier Lenel – Julien Vargas – Elsa Poisot – Alice de Marchi

THEATRE DE POCHE DE BRUXELLES Asbl

Fondateur Roger Domani

Direction Roland Mahauden

L'hébergement se fera dans un hôtel 3 étoiles, une maison ou un appartement de haut standing, en chambre individuelle avec sanitaires privatifs (bain ou douche et wc), sans que cette prise en charge ne se fasse préalablement par le Théâtre de Poche.

5. Catering

L'Organisateur prévoira un catering 2 heures avant chacune des représentations, pour 9 personnes, composé de pain, charcuteries, fromages, beurre, salade, eau, café, coca-cola, eau plate.

Article 5 – Technique

Le montage technique ainsi que la fourniture du matériel nécessaire (voir fiche technique) sont à la charge de l'Organisateur.

La fiche technique fait partie intégrante de cette présente convention et doit être signée par l'administrateur représentant officiellement l'institution et le régisseur général représentant officiellement l'institution, et sera renvoyée paraphée en toutes pages en même temps que la présente convention.

Le Producteur s'engage à adresser à l'Organisateur la fiche technique détaillée du spectacle ainsi que les plans de son dispositif scénique, au plus tard 45 jours avant la représentation.

Les contacts nécessaires seront pris entre les responsables techniques des deux parties afin de préciser les modalités techniques (plans, dispositif scénique, ...) et logistiques (planning, personnels, ...) nécessaires à la réalisation du spectacle dans le lieu de l'Organisateur. L'accord express conclut avant l'arrivée de l'équipe du Producteur deviendra la fiche technique de référence.

Le montage et le démontage du spectacle se feront en fonction des directives données par le responsable technique de la tournée du Producteur. Le personnel technique nécessaire au montage et démontage sera défini en accord avec la direction technique de l'Organisateur. L'Organisateur assurera l'encadrement de ce personnel : définition des missions, plannings,...

THEATRE DE POCHE DE BRUXELLES Asbl

Fondateur Roger Domani
Direction Roland Mahauden

Article 6 – Assurances

L'Organisateur déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés aux représentations du spectacle dans les différents lieux.

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer contre tous les risques, tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel. Le PRODUCTEUR est également tenu d'assurer son personnel, notamment en matière de responsabilité civile.

En cas d'éventuel manquement à ce sujet, l'Organisateur engage pleinement sa responsabilité lors de la survenance d'un risque lié aux représentations du spectacle.

Le Producteur décline toute responsabilité en ce qui concerne la survenance d'un risque lié aux représentations du spectacle.

Le Producteur décline, à fortiori, toute responsabilité en cas de la survenance d'un risque étranger aux représentations du spectacle

Article 7 – Promotion – Relations publiques

Le Producteur s'engage à ce que les artistes travaillant sur ce spectacle prêtent leur concours aux interviews, rencontres, et plus généralement toutes opérations d'information et de relations avec le public réalisées pour la promotion du spectacle, sous réserve du planning de la tournée. En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion même partielle du spectacle devra faire l'objet d'un accord particulier quel que soit le support (vidéographie, cinématographie, acoustique, magnétique ou tout procédé connu ou à découvrir).

Article 8 – Annulation de la convention

La présente convention se trouve suspendue ou annulée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte en cas de survenance d'événements qualifiés de force majeure.

Toute annulation du fait de l'une ou l'autre des parties doit se faire moyennant courrier recommandé précisant les motifs de celle-ci.

L'annulation du fait de l'une ou l'autre des parties entraîne pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière et de la pertinence des motifs invoqués.

THEATRE DE POCHE DE BRUXELLES Asbl

Fondateur Roger Domani

Direction Roland Mahauden

Article 9 – Résiliation de la convention

9-1 Force majeure

La convention sera considérée comme nulle et non avenue et chacune des deux parties sera dégagée de ses obligations au cas où son exécution serait empêchée par un cas de force majeure, c'est-à-dire des circonstances qui se sont produites après la signature, en raison de faits d'origine extérieure, d'un caractère imprévisible et insurmontable qui ne peuvent être empêchés par les cocontractants tels que catastrophe naturelle, guerre, insurrection, incendie, grève des services publics, fermeture administrative

Dans ce cas, aucune somme ne sera due ni par l'organisateur ni par le Producteur, excepté, le cas échéant les frais de déplacement et d'hébergement engagés et justifiés à la date de la décision d'annulation qui feront l'objet d'un partage à part égale, aucune des deux parties n'étant responsable.

9- 2 Maladie

Au cas où la maladie dûment constatée de l'un des artistes empêcherait une représentation d'avoir lieu aucun dédit ne sera exigible par l'une ou l'autre des parties. Seules les représentations effectuées et les frais d'approche afférents seront payés par l'organisateur qui se réserve le droit de faire contre-visiter l'artiste défaillant. En cas d'annulation de toutes les représentations, les acomptes éventuellement versés au producteur seront restitués à l'organisateur. En outre le Producteur remboursera à l'organisateur les frais éventuellement engagés par ce dernier pour l'accueil du spectacle (Locations, transport, hébergement...)

9-3 Défauts

Le défaut ou le retrait des droits de représentation à la date d'exécution du présent contrat, la non-conformité des décors aux normes de sécurité imposées par la réglementation, le changement de distribution par rapport à celle figurant au présent contrat entraîneraient sa résiliation de plein droit pour inexécution d'une clause jugée essentielle.

En cas d'annulation totale, aucune somme ne sera due par l'organisateur au Producteur qui restituera les acomptes éventuellement versés. En outre le Producteur remboursera à l'organisateur les frais éventuellement engagés par ce dernier pour l'accueil du spectacle (Locations, transport, hébergement). En cas d'annulation partielle, les représentations et frais afférents seront payées par l'organisateur au prorata.

9-4 Autres cas

Dans tous les autres cas, toute annulation provoquée par l'une des parties entraînera pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité pour rupture contractuelle.

En ce qui concerne le producteur, l'indemnité perçue correspondra au coût de cession fixé à l'article 3 et aux frais annexes fixés à l'article 4, le tout au prorata des représentations non effectuées.

En ce qui concerne l'organisateur elle correspondra soit aux frais engagés et justifiés pour l'accueil du spectacle (Locations, transport, hébergement) soit aux pertes de recettes attendues, le tout au prorata des représentations non effectuées.

Tout acompte perçu le cas échéant par la partie défaillante sera immédiatement restitué.

Le versement de l'indemnité se substitue aux modalités financières prévues aux articles 3 et 4.

THEATRE DE POCHE DE BRUXELLES Asbl

Fondateur Roger Domani
Direction Roland Mahauden

Article 10 – Litige : Compétence des Cours et Tribunaux

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et seulement après épuisement des recours amiables, les parties conviennent de s'en remettre à l'application des Tribunaux de Bruxelles et du droit belge.

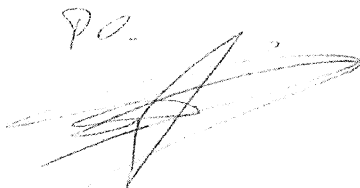
Article 12 – Date d'application de la convention définitive

La présente convention entrera en vigueur dès qu'elle sera signée et paraphée en toute page, y compris les 3 annexes (fiche technique, relevé musical, équivalent du RIB) par les deux parties.

Fait à Bruxelles, le 20 février 2012.
En deux exemplaires

Le Producteur,
Roland MAHAUDEN

L'Organisateur

PO.


**Transfert de raison sociale de la société AUTO BILAN
FRANCE à la société AUTO CONTROLE DE ST
JEAN DE VEDAS**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2181/T/R du 01/09/2011 donnant délégation de signatures à Mr Frédéric TSITSONIS, adjoint délégué.

Considérant :

- Qu'il est obligatoire de confier la réalisation des contrôles techniques périodiques des véhicules de la ville de Montpellier.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 25/03/2011, conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, la société AUTO BILAN France, 78190 Trappes, pour le lot n° 1 (Contrôles techniques des véhicules) a proposé l'offre la plus avantageuse,
- Que par décision en date du 28/06/2011, notifiée le 06/07/2011, Madame le Maire de la Ville de Montpellier a attribué ce marché n° 1 M 231 à la société AUTO BILAN France, pour une durée de 3 ans fixe et non renouvelable à compter de sa notification et pour un montant maximum estimé de 55 000 € HT,
- Que par un courriel, reçu le 20/03/2012, nous avons été informés du transfert du titulaire de ce marché (AUTO BILAN FRANCE) vers la SARL AUTO CONTROLE DE ST JEAN DE VEDAS qui sera effectif à compter 01/04/2012,
- Qu'il convient donc d'établir un avenant autorisant le transfert du titulaire actuel de ce marché vers la SARL AUTO CONTROLE DE ST JEAN DE VEDAS, sous réserves que les conditions de ce marché soient identiques et que Mme FERRACANE, la gérante, n'y apporte aucune modification,


Décide en conséquence :

- D'approuver le principe de cet avenant de transfert de raison sociale,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut la personne autorisée à signer cet avenant.

Montpellier, le 29/3/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 30/3/2012
Notifiée le :



**DIRECTION ENERGIE ET MOYENS
TECHNIQUES**

Parc Auto

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges FRECHE
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

SARL AUTO CONTROLE DE DT JEAN DE VEDAS
Représenté par Madame Corinne FERRACANE, la gérante,

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
CONTROLES TECHNIQUES ET PERIODIQUES

LOT n° 1 : Contrôles techniques périodiques des véhicules

N° du marché :

1 M 231

Notifié le :

06/07/2011

Montant du marché :

pour un montant de commandes de 55 000 € H.T. Maximum sur la durée totale du marché qui est de 3 ans non reconductibles

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la cession du marché de la société AUTO BILAN France à Mme Corinne FERRACANE enseigne SARL AUTO CONTROLE DE ST JEAN DE VEDAS, nouveau titulaire, pour les motifs suivants : Mme Corinne FERRACANE a racheté le centre de contrôle technique AUTO BILAN France – Norisko – situé au 483 rue Théophraste Renaulot à St Jean de Védas.

ARTICLE 2

A compter du 01.04.2012, le nouveau titulaire du marché s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du marché initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée.

D. Signatures des parties

A, le

L'entrepreneur,

Madame la Gérante
(signature)

Pour Madame le Maire

Le Directeur de la DMT

Michel IRIGOIN

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A, le



**Direction Energie Moyens
Techniques**
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0160

Attribution de marchés passés selon une procédure adaptée pour l'achat de jeux, jouets et jeux éducatifs pour les crèches

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de jeux, jouets et jeux éducatifs pour les crèches de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°2M54), conformément aux articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics, en date du 02/02/2012, la société WESCO, 79141 CERIZAY, pour le lot 1 (jeux, jouets), la société SEJER, 75702 PARIS, pour le lot 2 (jeux éducatifs), ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités aux sociétés :
- WESCO pour le lot 1, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 55 000 € HT,
- SEJER pour le lot 2, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 34 000 € HT, pour une durée de deux ans à compter de leur notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 60632, chapitre 906.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 30/3/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 02/04/2012

Notifiée le :

**Direction de la Réussite Educative,
Service Education**
**Clôture des sous-régies d'avances et de recettes pour
les ALSH (Accueil Loisirs Sans Hébergement)**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 13 mars 2012 relative à la clôture de la régie d'avances des ALSH
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 29 février 2012
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que pour assurer le bon fonctionnement des régies des ALSH au sein du service éducation de la Direction de la Réussite Educative, et compte tenu de la clôture de la régie d'avances et de recettes en vu de créer deux régies distinctes, il convient de clôturer les sous régies d'avances et de recettes des centres de Loisirs.

Décide en conséquence :

Article 1:

À compter du 05/03/2012, Il est mis fin aux sous- régies d'avances et de recettes de la régie des Centres de Loisirs.

Article 2 : Les sous-régisseurs devront verser la totalité des pièces justificatives d'avances et de recettes ainsi que les documents, valeurs et stocks lors de sa sortie de fonction en tant que régisseur d'avances et de recettes.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 29/3/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 30/3/2012

Notifiée le :



Direction de la Culture et
du Patrimoine
Administration

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0162

Theâtre Jean Vilar, saison 2011 2012
contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

Considérant :

- Que la Ville a défini le programme de la saison 2011 2012 du théâtre Jean Vilar ;
- Que ce programme comporte la présentation du spectacle *Tempête sous un crâne* les 24 et 25 avril, par la compagnie Air de Lune ;
- Qu'il convient d'autoriser la signature de ce contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle qui, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- D'approuver le contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle *Tempête sous un crâne* avec la compagnie Air de Lune, pour des montants de 11 000.00 € HT pour la cession proprement dite et 4 945.74 € HT de défraiements ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

30/3/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 02/04/2012
Notifiée le :

CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION DU SPECTACLE TEMPETE SOUS UN CRANE

Entre les soussignés

L'Association Loi 1901 - COMPAGNIE AIR DE LUNE

Domiciliée 8 bis rue Martel - 75010 PARIS - FRANCE

Téléphone : 09 51 90 50 34

Télécopie : 01 79 75 70 23

Siret : 479 363 228 00020 – Code APE : 9001Z

Numéro de licence d'entrepreneur du spectacle : 2-1010595

Détenteur : Antoine GAUTIER

Représentée par Monsieur Antoine GAUTIER, en sa qualité de Président de l'association

Ci après dénommé LE PRODUCTEUR d'une part,

Et la Ville de Montpellier

Domiciliée au Théâtre Jean Vilar – 155, Rue de Bologne – 34080 Montpellier

Tél: 04 67 40 41 39

SIRET : 213 401 72 20 00 11 - APE : 751A

Licences : 1- 1030066 / 3- 1027742

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire.

Ci-après dénommée L'ORGANISATEUR d'autre part,

Il est exposé ce qui suit :

A- Le PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France (ou dans le pays concerné par la tournée) du spectacle suivant, pour lequel il s'est assuré le concours des artistes nécessaires à sa présentation :

Tempête sous un crâne (intégrale) d'après Les Misérables de Victor Hugo

Mise en scène : Jean Bellorini

B- L'ORGANISATEUR s'est assuré de la disposition de la salle suivante :

Théâtre Jean Vilar.

En aucun cas, l'ORGANISATEUR ne pourra changer, ni le lieu, ni le dispositif scénique du spectacle, sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

PARAPHES



PREMIERE PARTIE : CONDITIONS D'ENGAGEMENT

Article 1 : OBJET DU CONTRAT

Le PRODUCTEUR s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après et dans le cadre du présent contrat de cession d'exploitation du spectacle :
deux représentations, sur le lieu précité, le 24 et 25 avril 2012 à 20 h, (durée : 3 h 30 + entracte).

Article 2 : OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique des représentations. La fiche technique définitive du spectacle sera remise à l'ORGANISATEUR au plus tard le 15 septembre 2011. Celle-ci, annexée au présent contrat, fait partie intégrante du contrat.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché au spectacle. Le PRODUCTEUR est responsable, en ce qui concerne son personnel, de l'application de la législation du travail. Il lui appartiendra notamment de solliciter, en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

Le spectacle comprendra les décors, costumes, meubles et accessoires et d'une manière générale tous les éléments nécessaires à sa représentation.

Le PRODUCTEUR prendra en charge :

- l'organisation du transport du décor, costumes et accessoires,
- l'organisation des voyages pour l'ensemble de son personnel nécessaire,
- l'organisation des défraiements pendant toute la durée du séjour pour l'ensemble du personnel artistique, technique et administratif.
- les éventuels droits voisins.

La fiche technique du Théâtre Jean Vilar fait partie intégrante du contrat liant le PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

Sur la base de cette fiche technique, le PRODUCTEUR déclare que son spectacle peut être installé dans de bonnes conditions de représentation au Théâtre Jean Vilar.

Si le PRODUCTEUR estime nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux dont dispose l'ORGANISATEUR dans son parc de matériels (par référence au paragraphe B du préambule), il doit, lui-même et à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement. De plus, tous les frais de consommables (piles, artifices, gélatines, etc.), d'accessoires spécifiques au spectacle ainsi que les frais de pressing ou d'entretien divers, seront à la charge unique du PRODUCTEUR. L'ORGANISATEUR pourra au titre du PRODUCTEUR en assurer la commande et la livraison et refacturera en suivant l'ensemble des frais engagés sur présentation de facture.

Les éventuels surcoûts occasionnés par des prestations ou des personnels supplémentaires, et en particulier les indemnités qui pourraient être déclenchées par l'apparition à vue du public de techniciens de l'ORGANISATEUR, restent à la charge unique du PRODUCTEUR.

Le PRODUCTEUR déclare bénéficier d'un subventionnement public, à ce titre l'ORGANISATEUR est exonéré de la taxe parafiscale sur les spectacles. Il fournira en annexe de ce contrat une attestation pour faire valoir ce que de droit.

Le PRODUCTEUR, atteste que le spectacle précité a été représenté moins de 141 fois au sens défini par l'Article 76 ter, annexe 3, du CGI.

L'ORGANISATEUR prend en charge les frais liés au montage, aux représentations et démontage.

Si le PRODUCTEUR désire effectuer des services supplémentaires que ceux prévus dans la fiche technique validée par les services techniques réciproques de l'ORGANISATEUR et du PRODUCTEUR, il en assumera seul l'ensemble des coûts : frais de personnel et d'ordre de marche du théâtre, défraiements des équipes immobilisées.

Article 3 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR fournira le lieu de représentation en ordre de marche, à compter du 23 avril 2012 à 9 heures, y compris le personnel nécessaire aux déchargement et rechargement, montage et démontage, et au service de raccords et des représentations.

Il assurera en outre le service général du lieu : location, accueil, billetterie, encaissement et comptabilité des recettes et service de sécurité.

PARAPHES

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales, de son personnel.
Il aura à sa charge les droits d'auteurs et des compositeurs, et en assurera le paiement.

Article 4 : ASSURANCES

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer contre tous les risques tous les matériels et objets lui appartenant ou appartenant à son personnel.

L'ORGANISATEUR assure sous sa responsabilité, la sécurité du spectacle. Il déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés aux représentations du spectacle dans son lieu, dont il atteste la conformité vis-à-vis des prescriptions légales ou réglementaires en matière de sécurité.

Article 5 : MONTAGE-DEMONTAGE-REPETITIONS

Le lieu de représentation sera exclusivement à la disposition du PRODUCTEUR, à partir du 23 avril 2012 pour permettre d'effectuer le montage, les réglages, répétitions, raccords et les représentations.

Le démontage et le rechargement seront effectués le 25 avril 2012 à l'issue de la dernière représentation.

La fiche technique fait partie intégrante du présent engagement. Elle sera annexée au présent contrat du droit d'exploitation d'un spectacle et signée par les parties.

DEUXIEME PARTIE : COMMUNICATION

Article 6 : COMMUNICATION ARTISTIQUE

Le PRODUCTEUR fournira à la demande de l'ORGANISATEUR, et minimum quatre mois avant les représentations, tous les éléments nécessaires pour la publicité du spectacle et plus précisément :

- Texte de présentation du spectacle et distribution complète
- Note d'intention
- Biographies des artistes
- Revue de presse
- Photos en paysage et portrait libres de droits avec mentions obligatoires
- Photos numérisées pour diffusion via internet format JPEG haute définition (ne pas excéder 2 méga) ou sur Compact Disc.

Article 7 : PUBLICITE

En matière de publicité et d'information dont il prendra l'entière charge, l'ORGANISATEUR respectera l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR.

Il veillera à respecter les mentions obligatoires :

- Production Compagnie Air de Lune en partenariat avec le Théâtre Gérard Philipe de Saint Denis et le Conseil Général de Seine-Saint-Denis. Avec le soutien de l'ADAMI, d'ARCADI et de la Ville de Paris.

Article 8 : ENREGISTREMENTS - PHOTOGRAPHIES

En dehors d'un usage dans des émissions d'information locales et/ou nationales radiophoniques ou/et télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, qui devront être convenues à l'avance d'un commun accord, tout enregistrement, sonore ou visuel, même partiel ou/et à usage privé, du spectacle, objet du présent contrat, est interdit.

Les prises de vues photographiques (avec ou sans flash) sont interdites sans accord préalable du PRODUCTEUR.

Article 9 - INVITATIONS

L'ORGANISATEUR mettra à la disposition du PRODUCTEUR dix places gratuites le soir de chaque représentation. Les places non réclamées par le représentant du PRODUCTEUR, 24 heures avant le début de la représentation, seront reprises par l'ORGANISATEUR.

Les invitations consenties par l'organisateur au producteur sont de deux ordres :

- les premières sont destinées à l'équipe de production pour leur usage personnel. Elles sont au nombre de sept par représentation. Elles seront réservées et émises sur présentation d'une invitation éditée par l'ORGANISATEUR ou le PRODUCTEUR.
- Les secondes sont destinées aux professionnels du secteur susceptibles de promouvoir et de diffuser le spectacle. Elles seront réservées et émises sur présentation d'une invitation éditée par l'ORGANISATEUR ou le PRODUCTEUR.

Par ailleurs, l'ORGANISATEUR s'engage à fournir des places détaxées à tous les membres de l'équipe du PRODUCTEUR qui en feraient la demande.

TROISIEME PARTIE : CONDITIONS FINANCIERES

Article 10 – PRIX DES PLACES

Le prix des places sera fixé par l'ORGANISATEUR.

La capacité initiale de la salle est de places.

Le montant de la recette issue de la vente des billets d'entrée aux représentations du spectacle susnommé, sera entièrement acquis à l'ORGANISATEUR.

Article 11 : PRIX DE CESSION

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de ce qui précède, sur présentation de facture, la somme de :

11 000 € H.T. correspondant à l'achat de deux représentations du spectacle mentionné à l'article 1.

A laquelle se rajoute la somme de 4 945,74 € H.T. correspondant au transport du décor, voyages et défraiements complets des personnes attachées à la production (joindre le détail en annexe).

Soit un total de 15 945,74 € H.T. + 1 116,20 € de TVA à 7%

Soit un montant total TTC de 17 061,94 € (DIX SEPT MILLE SOIXANTE ET UN EUROS ET QUATREVINGT QUATORZE CENTIMES).

Article 12 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des sommes dues au PRODUCTEUR (cf. Article 11) sera effectué au plus tard le 25 avril 2012 par virement bancaire. Un récépissé de l'ordre de virement sera remis le jour même au représentant du PRODUCTEUR.

Un paiement par chèque bancaire pourra éventuellement être convenu entre les parties.

Numéro de compte du PRODUCTEUR (références bancaires complètes) :

Domiciliation : CIC Paris La Villette - Banque : 30066 - Guichet : 10751 - N° compte : 00010771801 - Clé : 64

QUATRIEME PARTIE : DIVERS

Article 13 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

- Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

- Pour être valable, ce contrat devra être renvoyé signé dans le mois qui suit la date de rédaction au PRODUCTEUR.

Article 14 : ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.

Le défaut ou le retrait des droits de représentation à la date d'exécution du présent contrat entraînerait sa résiliation de plein droit pour inexécution de la clause essentielle du paragraphe A de son exposé.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

Article 15 : COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de (lieu), mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc).

Fait à Paris, le 07 mars 2012, en deux exemplaires originaux.

Parapher chaque page et signer la dernière.

Faire précéder les signatures de la mention manuscrite « lu et approuvé »

Nombre de mots rayés nuls :

Nombre de mots rajoutés :

LE PRODUCTEUR ⁽¹⁾

Antoine Gautier, président

L'ORGANISATEUR ⁽¹⁾

Pour Madame le Maire, l'adjoint délégué
à la culture Philippe Saurel

lu et approuvé
Compagnie Air de Lune

8 bis rue Martel

75010 PARIS - FRANCE

Tél. 09 51 90 50 34 - Fax 01 79 75 70 23

SIREN 479 393 228 - Association Loi 1901

PARAPHES

AVENANT AU CONTRAT DE CESSIION DU DROIT D'EXPLOITATION DU SPECTACLE TEMPETE SOUS UN CRANE

Entre les soussignés :

L'Association Loi 1901 - COMPAGNIE AIR DE LUNE

Domiciliée 8 bis rue Martel - 75010 PARIS - FRANCE

Téléphone : 09 51 90 50 34

Télécopie : 01 79 75 70 23

Siret : 479 363 228 00020 - Code APE : 9001Z

Numéro de licence d'entrepreneur du spectacle : 2-1010595

Détenteur : Antoine GAUTIER

Représentée par Monsieur Antoine GAUTIER, en sa qualité de Président de l'association

Ci après dénommé LE PRODUCTEUR d'une part,

Et la Ville de Montpellier

Domiciliée au Théâtre Jean Vilar - 155, Rue de Bologne - 34080 Montpellier

Tél: 04 67 40 41 39

SIRET : 213 401 72 20 00 11 - APE : 751A

Licences : 1- 1030066 / 3- 1027742

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire.

Ci-après dénommée L'ORGANISATEUR d'autre part,

IL EST EXPOSE ce qui suit :

Selon l'article 4 du contrat de cession, l'ORGANISATEUR prendra en charge, sur présentation de facture du PRODUCTEUR, le remboursement des frais afférents suivants :

Transport décor	
Location 20m3	480,00 €
Péage	41,70 €
Frais de carburant	268,29 €
Total transport	789,99 €

Voyages équipes artistique		
	Prix Train A/R	Prix métro A/R
9	95,35	858,15 €
Total Transport		858,15 €

Nbr de Single	Nbr de nuits	Min convention
3	1	
11	3	
Total Hébergement		2 203,20 €

PARAPHES

AG

Défraiements

	nbr de repas	min syndical	
	64	17,1	1 094,40 €
Total défraiements repas			1 094,40 €

Total frais annexes à la cession HT 4 945,74 €

Fait à la Paris, le 25 juillet 2011
En 2 exemplaires

LE PRODUCTEUR⁽¹⁾

Antoine Gautier, président

Compagnie Air de Lune

8 bis rue Martel

75010 PARIS - FRANCE

Tel. 09 51 90 50 34 - Fax 01 79 75 70 23

SIREN 479 363 228 - Association Loi 1901

L'ORGANISATEUR⁽¹⁾

Pour Madame le Maire, l'adjoint délégué
à la culture Philippe Saurel



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la réalisation d'un observatoire sur
l'action de la municipalité**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour la réalisation d'une étude à propos de l'action de la municipalité ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 05/03/2012;
- Conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Ifop a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Ifop pour un montant maximum de 18 000 € HT;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 920;

Montpellier, le 29/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 30/03/2012
Notifiée le :

**Marché passé selon une procédure adaptée pour une
formation : conducteurs deux roues motorisées**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/130 du 31 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE, Adjoint délégué ;
- Vu l'arrêté de suppléance de Madame le Maire n°2009/20 du 31 mars 2009

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour la formation conducteurs deux roues motorisées
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 et 77 du Code des Marchés Publics, en date du 30 janvier 2012, l'entreprise ECF BOUSCAREN a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

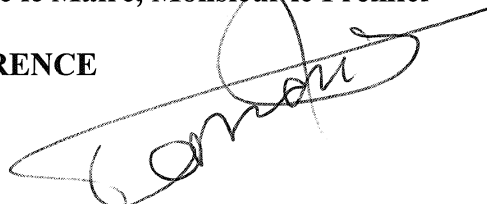
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise ECF BOUSCAREN- 58 Cours Gambetta – 34000 Montpellier pour la formation conducteurs deux roues motorisées pour un montant minimum de 11250 € minimum et de 22500€ au maximum ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs, notamment à la préparation, l'exécution et le règlement de marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget du Service Formation et compétences de la Ville (nature 61, Fonction 920 200).

Montpellier, le 16/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint
Serge FLEURENCE

Publiée le : 17/04/2012
Notifiée le :





**Marché passé selon une procédure adaptée pour la
maintenance deux-roues motorisés**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2181/T/R du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Mr Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué,

Considérant :

- qu'il y a lieu de confier occasionnellement la maintenance des deux-roues motorisés de la flotte municipale à des prestataires externes,
- qu'il y a eu une consultation d'entreprises en procédure adaptée, n° 2M168,
- que cette consultation comprend deux lots :
 - lot n° 1 : maintenance des motos pour un montant maximum de 8500 € HT sur la durée du marché
 - lot n° 2 : maintenance des scooters et cyclomoteurs pour un montant maximum de 6000 € HT sur la durée du marché,
- qu'il s'agit d'un marché à bons de commande qui débute à la date de notification et qui prendra fin au 31 décembre 2015,
- que la société Moto Center 34, sise 12 rue du Grand Saint Jean, 34000 Montpellier, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour les lots n° 1 et 2,

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché à la société Moto Center 34 pour les lots n° 1 et 2,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville (nature comptable 61551, ligne de crédit n° 1080),
- d'autoriser Madame le Maire ou toute personne autorisée par délégation à signer ce marché,

Montpellier, le 04/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 05/04/2012
Notifiée le :

**Protection fonctionnelle
Décision d'ester
Agression CHENAL Sylvain gardien de police**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense de la Ville et de M. CHENAL Sylvain par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER & Associés/CHOUCRI Farid dans le cadre de l'agression dont a été victime M. CHENAL Sylvain, gardien de Police Municipale, dans l'exercice de ses fonctions, le 19 décembre 2011;

Décide en conséquence :

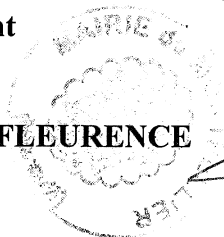
- De défendre les intérêts de la Ville et de M. CHENAL Sylvain devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU- PALIES NOY GAUER & Associés ;
- De verser le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville, prélevées sur ligne budgétaire 14810.

Montpellier, le 25/04/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint**

Serge FLEURENCE

**Publiée le : 26/04/2012
Notifiée le :**



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0167

**Avenant au contrat passé selon une procédure adaptée
pour une prestation de collecte postale**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a signé un contrat de collecte du courrier avec la Poste ;
- Qu'il est nécessaire d'ajuster la volumétrie de la collecte journalière;

Décide en conséquence :

- D'adopter un avenant au contrat initial portant la volumétrie de la collecte à 8000 plis par jour ;
- De dire que la dépense supplémentaire d'un montant annuel de 550€HT sera imputé sur le budget de la Ville au chapitre 920, portant la dépense totale annuelle de la prestation à 2150€HT ;
- D'autoriser Madame Le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché ;

Montpellier, le 04/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 05/04/2012
Notifiée le :

DROIT DE PRIORITE
Propriété de l'ETAT
Ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie
Exercice du droit de priorité

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu les articles L 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme;
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner notifiée à la Ville de Montpellier le 16 mars 2012 ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 mars 2012.

Considérant :

- Qu'en application de l'article L 240-1 du code de l'urbanisme la Ville de Montpellier est titulaire d'un droit de priorité sur tout projet de cession sur son territoire d'un immeuble appartenant à l'Etat en vue de la réalisation d'une opération d'aménagement telle que définie à l'article L 300-1 du même code ;
- Que par délibération, le Conseil Municipal de Montpellier a délégué de manière permanente à madame le Maire, l'exercice de ce droit de priorité ;
- Qu'à la suite de la fermeture du site de l'Ecole d'Application de l'Infanterie en 2010, la Ville de Montpellier s'est manifestée auprès des services de l'Etat en vue d'acquérir ce site stratégique et d'y réaliser une opération d'aménagement ;
- Que des négociations ont été engagées en ce sens avec lesdits services afin de définir les termes d'une telle acquisition ;
- Qu'un accord est intervenu sur un prix de 19 000 000 € (payable en trois fois sur trois ans) sur la base d'un programme d'aménagement intégrant un parc de 150.000 m2 et un programme indicatif de construction d'une superficie totale de 240.732 m2.
- Que sur cette base, le 16 mars 2012, dans le cadre des dispositions prévues par les articles L 240-1 et suivants du code de l'urbanisme, Maître ANDRIEU, notaire à Montpellier, a notifié à la Ville de Montpellier au nom de l'Etat, une déclaration d'intention d'aliéner l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie, située 170 place du 56^{ème} Régiment d'Artillerie et cadastrée section HZ 58p, 44, 1, 2, 3, 4, 5, HY 7, 25, au prix de 19.000.000 €;

- Que le 26 mars 2012 le Conseil Municipal a reconfirmé le souhait de la Ville de Montpellier de voir se réaliser sur ce site au potentiel exceptionnel un nouveau quartier.
- Qu'il convient donc en conséquence d'exercer le droit de priorité reconnu à la Ville ;

Décide en conséquence :

- D'exercer le droit de priorité sur la cession de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie, propriété de l'ETAT, située 170 place du 56^{ème} Régiment d'Artillerie et cadastrée section HZ 58p, 44, 1, 2, 3, 4, 5, HY 7, 25, au prix de 19.000.000 €;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à finaliser la rédaction de l'acte authentique à intervenir et à le signer ainsi que tout autre document relatif à cette affaire ;
- De prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur les crédits inscrits au budget de la Ville ;

Montpellier, le 02/04/2012

Madame le Maire
Hélène MANDROUX

Publiée le : 03/04/2012
Notifiée le :

**DROIT DE PREEMPTION
Z.A.D "Avenue de la Mer"
Propriété MUSONS
2824, avenue Albert Einstein
Exercice du droit de préemption**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 2 septembre 2011 (n° 2011-2209);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2007 portant création de la zone d'aménagement différé "Avenue de la Mer";
- Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2001 définissant les compétences en matière de développement économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier;
- Vu la demande de la Communauté d'Agglomération de Montpellier;
- Vu l'estimation des Services Fiscaux du 16 mars 2012.

Considérant :

- que le 09 février 2012, Monsieur et Madame Michel MUSONS ont souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un entrepôt avec terrain attenant, situé 2824 avenue Albert Einstein et cadastrée section RB n°7, au prix de 290.000 € plus 18.000 € TTC pour la commission d'agence;
- que ledit entrepôt fait l'objet d'un bail commercial au profit de la SARL ABRAKADABRA;
- que la propriété des Epoux MUSONS est situé dans la Zone d'Aménagement Différé multi-sites "Avenue de la Mer" créée notamment dans la perspective d'aménager le secteur situé entre le ZENITH et l'Autoroute A9.
- que la propriété MUSONS est aussi située dans la zone de bruit du cône d'envol de l'aéroport de Montpellier et que compte tenu de cette localisation ce secteur ne peut accueillir que des activités économiques;
- que dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique telle que définie par l'arrêté préfectoral n° 2001-2828 du 13 juillet 2001, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a notamment la faculté au titre de cette compétence de mener des actions ou des aides financières en faveur des zones d'activités économiques d'intérêt communautaire;

- que la Communauté d'Agglomération de Montpellier a fait part à la Ville de son intérêt pour ce bien et lui demande d'exercer le droit de préemption pour son compte afin de constituer une réserve foncière sur cette propriété qui constitue une opportunité afin d'organiser l'accueil ou l'extension des activités économiques, ce projet étant conforme aux objectifs de la ZAD "Avenue de la Mer" et du PLU de la Ville de Montpellier

- qu'il paraît opportun dans ces conditions pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de le rétrocéder à la Communauté d'Agglomération qui réalisera le projet énoncé ci-dessus, projet conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin d'organiser l'extension ou l'accueil des activités économiques.

Décide en conséquence :


- d'exercer le droit de préemption sur la propriété des Epoux MUSONS Michel, située 2824 avenue Albert Einstein, et cadastrée section RB n° 7, au prix de 290.000 € plus 18.000 € TTC pour la commission d'agence,

- que la Communauté d'Agglomération de Montpellier intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeur et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement.

Montpellier, le 02/04/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 03/04/2012
Notifiée le :



Crèche La Belle Journée
Convention de location
Ville de Montpellier/Fédération des Familles Rurales
de l'Hérault

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2181/T/R du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué ;

Considérant :

- que par décision en date du 5 décembre 2008 et convention du 9 décembre 2008, la Ville de Montpellier a mis a disposition de l'association « Bagatelle FR » gestionnaire de la crèche « La Belle Journée » des locaux d'une superficie de 180 m² situés 236 rue de Cheng Du/place de Chine ;
- que par décision de l'Assemblée Générale l'association « Bagatelle FR » a transféré la gestion de l'activité de la crèche « La Belle Journée » à la « Fédération Familles Rurales de l'Hérault » dont elle est adhérente ;
- qu'il convient de régulariser ce changement de gestionnaire par une nouvelle convention ;


Décide en conséquence :

- de conclure avec la « Fédération Familles Rurales de l'Hérault » nouveau gestionnaire de la crèche « La Belle Journée » une convention de location pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} avril 2012 pour les locaux situés, 236 rue de Cheng Du/place de Chine ;
- que la présente convention de location est consentie moyennant un loyer annuel de 10 647, 33 euros (dix mille six cent quarante sept euros trente trois centimes) révisable annuellement à la date d'anniversaire de la convention en fonction des variations du coût de la construction calculé par l'INSEE, l'indice de base étant celui du 3^{ème} trimestre 2011 soit 1624 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- que ladite convention de location sera annexée à la présente décision ;

Montpellier, le 04/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 05/04/2012
Notifiée le :



CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par décision du

d'autre part,

L'association « Fédération Départementale Familles Rurales de l'Hérault » dûment représentée par son président en exercice, Monsieur, Arnaud CARTIER ci-après désigné le preneur.

Préambule :

Par convention en date du 9 décembre 2008, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association « Bagatelle FR » gestionnaire de la crèche « La Belle Journée » des locaux d'une superficie de 180 m² situés 236 rue de Cheng Du/Place de Chine.

Par décision de l'Assemblée Générale l'association « Bagatelle FR » a transféré en octobre 2011 la gestion de l'activité de la crèche à la « Fédération Familles Rurales de l'Hérault » dont elle est adhérente.

Il convient en conséquence de régulariser la situation liée à ce changement et de consentir à la « Fédération Familles Rurales de l'Hérault » la mise à disposition des locaux occupés par la crèche « La Belle Journée ».

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

236 rue de Cheng Du/Place de Chine
34070 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués d'une superficie totale de 180 m² répartis en 17 espaces (accueil, rangement, salles de repos, salles de jeu, office-biberonnerie...).

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

.../...

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance, un état des lieux ayant été dressé contradictoirement lors de l'entrée dans les lieux de l'association « Bagatelle FR » ancien gestionnaire.

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 6 ans.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} avril 2012 au 30 mars 2018.

Article 3 : Loyer

La présente convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de 10 647, 33 euros (dix mille six cent quarante sept euros trente trois centimes) que le preneur s'oblige à payer trimestriellement à terme échu au trésorier principal municipal.

Le prix du loyer ainsi fixé sera réévalué à chaque date d'anniversaire de la présente convention, en fonction des variations du coût de la construction calculé par l'INSEE, l'indice de base étant celui du 3^{ème} trimestre 2011, soit 1624. En cas de variation à la baisse des indices, aucune réduction de loyer ne sera pratiquée. Le montant de l'année précédente sera reconduit.

Le preneur acquittera exactement ses contributions personnelles, mobilières et en général, toutes les charges notamment : eau, chauffage, électricité, climatisation.... ainsi que les taxes mises habituellement à la charge des locataires, le tout de façon à ce que le bailleur ne soit jamais inquiété ni recherché à ces différents sujets.

Article 4 : Obligations

Conformément à l'article R 123-23 du code de la construction, le preneur est tenu de s'assurer que les installations et les équipements sont maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la réglementation relative à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Le preneur s'engage en particulier à :

- Vérifier quotidiennement les installations d'éclairage de sécurité
- Faire vérifier tous les ans, les installations électriques, de gaz et de chauffage par un organisme agréé
- Faire vérifier tous les ans, les moyens de secours (extincteurs, alarmes) par un technicien compétent

Par ailleurs, le contrôle exercé par la commission de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement.

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives conformément aux dispositions de décret du 26 août 1987, pris en application de la loi du 23 décembre 1986 (copie en annexe de la convention de location) et de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avèreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

Le preneur s'engage à prendre un contrat d'entretien sur les installations de chauffage et de climatisation, une copie de ce contrat sera adressé annuellement à la mairie de Montpellier et toutes les dispositions ayant trait à la sécurité des Etablissement Recevant du Public.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La résiliation de la présente convention pourra être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte d'huissier :

- par le locataire, à tout moment, en prévenant le bailleur 6 mois à l'avance ;
- par le bailleur, avec un préavis de six mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier ladite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice ;
- par le bailleur, sans condition de délai, dans le cas où le locataire n'obtiendrait pas ou perdrait l'agrément l'autorisant à exploiter dans les locaux mis à disposition un établissement d'accueil de jeunes enfants.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué

Le Président de l'Association,

Frédéric TSITSONIS



Conditions acceptées
(cachet de l'association)

**Crèche Joséphine Baker
Aménagement
Avenant n°1 pour le lot n°8 : Revêtement sol souple -
Peinture**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/31 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Françoise PRUNIER

Considérant :

- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 16 novembre 2010 suite à la relance du lot n° 8 jugé infructueux par la commission d'appel d'offres en date du 19 octobre 2010 et conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise SOPESUD sise, 56 rue Léon Trotski à Montpellier (34) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Que suite à des travaux supplémentaires, il y a lieu de passer un avenant à ce marché, dans le cadre de l'aménagement de la crèche Joséphine Baker sise 164, avenue Jean Prat à Montpellier (34070) ;
- La commission d'Appel d'Offres réunie le 6 mars 2012 a émis un avis favorable à la passation de cet avenant n°1 ;

Décide en conséquence :

- De passer l'avenant n°1 au marché 0M8032691 relatif à l'aménagement de la crèche Joséphine Baker pour un montant de 11 744, 75 € HT, en plus-value, portant le montant du marché SOPESUD à 164 333,38 € HT (soit 196 542,72 TTC), ce qui correspond à une augmentation de la masse de 7,70% du marché initial.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2012 de la ville – Direction de la Réussite Éducative – service Enfance - Section : Investissement – Nature 2313, Fonction 9064, Programme 10314, Opération 06D02899.

Montpellier, le 04/04/2012

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Françoise PRUNIER

Publiée le : 05/04/2012



MARCHES PUBLICS

CRECHE JOSEPHINE BAKER – CREATION

LOT N°8 : REVETEMENT DE SOLS SOUPLES - PEINTURE

AVENANT N°1

A - Identification du pouvoir adjudicateur.

MAIRIE DE MONTPELLIER

Adresse : 1 Place Georges Frêche, 34267 MONTPELLIER Cedex 2

B - Identification du titulaire du marché public.

SOPESUD

Adresse postale : ZAC GAROSUD, 56 Rue Léon Trotski, 34070 MONTPELLIER

Adresse électronique : secretariat@sopesud-libes.com

Téléphone : 04.67.42.46.49.

Fax : 04.67.35.16.89.

SIRET : 378 719 595 00027

C - Objet du marché public.

■ Objet du marché public :

Marché public n° 0M8032691 : Crèche Joséphine BAKER - Création ; Relance lot n° 8 : Revêtement de sols souples - Peinture

■ Date de la notification du marché public : 3 février 2011

■ Durée d'exécution du marché public : 7 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire du lot concerné de commencer en premier l'exécution des travaux lui incombant.

■ Montant initial du marché public :

- Taux de la TVA : 19,6 %
- Montant HT : 152 588,63 €
- Montant TTC : 182 496 €

D - Objet de l'avenant.

■ Modifications introduites par le présent avenant :

A la demande du contrôleur technique, le présent avenant a pour objet la réalisation de travaux de renforcement de l'étanchéité du sol de la cuisine surplombant le parking de l'immeuble avec :

- une chape de rattrapage ;
- une étanchéité en sikalastic 155 SEL ;

- une résine bi-composante ;
- une dalle de répartition en béton armé Strux 90/40 ;
- une chape mortier talochée épaisseur 70 mm.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :

☐ NON

☒ OUI

Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : 19,6 %
- Montant HT : 11 744,75 €
- Montant TTC : 14 046,72 €
- % d'écart introduit par l'avenant : 7,70 %

Nouveau montant du marché public :

- Taux de la TVA : 19,6 %
- Montant HT : 164 333,38 €
- Montant TTC : 196 542,72 €

E - Signature du titulaire du marché public.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur.

A : MONTPELLIER, Le :

Signature

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public.

■ **En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A, le

Signature du titulaire,

■ **En cas d'envoi en lettre recommandée avec avis de réception :**

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

■ **En cas de notification par voie électronique :**

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public.)

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: prestation de restauration sur place (catering)
pour le personnel artistique et technique de la
manifestation ZAT! Celleneuve**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville organise du 7 au 9 avril la quatrième édition de la manifestation ZAT ;
- Qu'il convient de mettre en place un service de restauration sur place pour les artistes et les techniciens ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 13 mars 2012, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, l'entreprise Sauce Cévennes a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise Sauce Cévennes, Salièges, 48 400 Bedouès, pour un montant compris entre 10 000 et 18 000 € HT pour la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 04/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 05/04/2012

Notifiée le :

**Assurance
Expositions
Police AXA ART n° F. 1004. 465
Avenant exercice 2011**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que les expositions organisées par la Ville sont garanties par une police d'assurance « tous risques expositions » dont la prime est révisable en fonction du montant des œuvres exposées dans l'année ;
- que le montant des œuvres pour l'année 2011 s'élève à 4 874 184,67 euros, ce qui représente une prime en régularisation d'un montant de 4 758,86 euros ;
- que le paiement de cette prime en régularisation fait l'objet d'un avenant ;

Décide en conséquence :

- d'approuver les termes dudit avenant fixant le montant de la prime en régularisation pour l'exercice 2011 à 4 758,86 euros ;
- d'autoriser la signature dudit avenant.

Montpellier, le **03/04/2012**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : **04/04/2012**
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0174

Attribution d'un marché d'AMO Médiation, Projet Cité du Corps Humain

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2175/T/R de délégation de Mr Jacques TOUCHON ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire d'informer les habitants de la Ville de Montpellier et plus spécifiquement les communautés scientifiques, artistiques et enseignantes, de l'existence et des objectifs du projet de Cité du Corps Humain ; que cette information devra s'appuyer sur des actions et des outils de médiation scientifique précisant les contenus, les approches et les messages qui seront développés au sein de la Cité du Corps Humain ;
- que pour atteindre cet objectif, la Ville de Montpellier souhaite s'adjoindre les services d'un AMO qui l'accompagnera dans la conception et la mise en œuvre des actions de médiation scientifique ;
- qu'à cette fin un marché de prestation intellectuelle a été organisé conformément à l'article 28 du code des marchés publics, publié le 6 mars 2012 et clôturé le 22 mars 2012 ;
- que dans le cadre de cette consultation Mme Emilie GULDNER, concepteur auteur de projets de médiation scientifique (sise 52, rue Roucher, 34 000 Montpellier) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse,

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à Mme Emilie GULDNER, Concepteur auteur de projets de médiation scientifique, pour un montant de 18 380.00 Euros H.T. (dix-huit mille trois cent quatre-vingt Euros Hors Taxe)
- d'autoriser Madame le Maire à signer le marché avec le prestataire titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement 2012 de la Ville de Montpellier :

Mission Grands Equipements – Chapitre 903

Montpellier, le 03/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Jacques TOUCHON

Publiée le : 04/04/2012
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0175

**Attribution du marché "étude de faisabilité
économique, juridique et financière, Projet Cité du
Corps Humain"**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2175/T/R de délégation de Mr Jacques TOUCHON ;

Considérant :

-qu'il est nécessaire d'étudier le positionnement touristique et commercial, les différents portages, les modes de gestion, les statuts juridiques ainsi que la faisabilité économique du projet de Cité du Corps Humain ;

-qu'à cette fin un marché de prestation intellectuelle composé d'1 tranche ferme et d'1 tranche conditionnelle, ouvert aux bureaux d'études spécialisés dans les domaines concernés par la mission (marketing touristique ; programmation culturelle ; montages juridiques et financiers), a été organisé conformément à l'article 28 du code des marchés publics, publié le 19 février 2012 et clôturé le 12 mars 2012 ;

-que dans le cadre de cette consultation le groupement FINANCE CONSULT (société mandataire, sise 69, rue Saint Lazare, 75 009 Paris) ; LATOURNERIE, WOLFROM ET ASSOCIES (cotraitant) ; MAITRES DU REVE (cotraitant), a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

-d'attribuer le marché précité à FINANCE CONSULT (mandataire) ; LATOURNERIE, WOLFROM ET ASSOCIES ; MAITRES DU REVE (cotraitants) pour un montant de 69 640,00 Euros HT (tranche ferme : 64 040 € HT - tranche conditionnelle : 5600 € HT).

-d'autoriser Madame le Maire à signer le marché avec le prestataire titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

-de dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement 2012 de la Ville de Montpellier :

Mission Grands Equipements – Chapitre 903

Montpellier, le 03/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'adjoint
délégué

Jacques TOUCHON

Publiée le : 04/04/2012
Notifiée le :

**Hôtel de Ville
Parking
Autorisation d'Occupation Temporaire
du domaine public
Ville de Montpellier / Société Courtyard By Marriott**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2181 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué.

Considérant :

- que la Ville de Montpellier est propriétaire du parking, réparti sur 4 niveaux, situé en sous-sol de l'Hôtel de Ville place Georges Frêche ;
- que le parking, appartenant au domaine public de la Ville, est destiné à accueillir les véhicules de service de la mairie et du personnel municipal, ceux des usagers de la municipalité ainsi que ceux des clients des commerces environnants ;
- que la Société « Courtyard By Marriott » sollicite la mise à disposition de places de stationnement ;
- que, dans l'attente de l'établissement de l'acte administratif définissant les modalités de mise à disposition, il convient de permettre à la Société « Courtyard Marriott » d'accueillir les véhicules de sa clientèle.

Décide en conséquence :

- de conclure avec la Société « Courtyard By Marriott » une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public pour la mise à disposition de 40 emplacements de stationnement situés au niveau moins 1 (N-1) près des ascenseurs côté hôtel ;
- que cette mise à disposition est consentie pour la période du 1^{er} avril 2012 au 30 juin 2012 moyennant une redevance de 2 691 euros ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- que ladite Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public sera annexée à la présente décision.

Montpellier, le 11/04/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**

Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 12/04/2012

Notifiée le :





Montpellier mille et une vies

D.A.I.

Direction Architecture et Immobilier

Service Patrimoine Sécurité

Pôle Immobilier

HOTEL DE VILLE
PARKING
AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC
VILLE DE MONTPELLIER / SOCIETE COURTYARD BY MARRIOTT

ENTRE

1°- La COMMUNE DE MONTPELLIER, représentée par son Maire,
Madame Hélène MANDROUX, dûment habilité en vertu d'une décision en date du

Figurant ci-après sous la dénomination : « LA COMMUNE DE MONTPELLIER ».

DE PREMIERE PART

ET

2°- La Société dénommée « COURTYARD BY MARRIOTT » représentée par son
Directeur d'Exploitation Monsieur Christophe GUIDEAU.

Figurant ci-après sous la dénomination : « LE BENEFICIAIRE ».

DE SECONDE PART

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La COMMUNE DE MONTPELLIER est propriétaire d'un parking, réparti sur 4 niveaux, situé en sous-sol de l'Hôtel de Ville, sis place Georges Frêche. Ce parking appartient au domaine public de la Ville de Montpellier.

Il est destiné à accueillir les véhicules de service de la mairie et du personnel municipal, ceux des usagers de la municipalité ainsi que ceux des clients des commerces environnants.

Afin de valoriser ainsi le domaine public, la Commune de Montpellier a décidé de mettre à la disposition de la Société « Courtyard Marriott » 40 emplacements de stationnement situés au niveau moins un (N-1) près des ascenseurs côté hôtel,

Dans l'attente de la signature de l'acte administratif définissant les modalités de mise à disposition de ces 40 places de stationnement à la Société « Courtyard Marriott », il convient de permettre à l'hôtel d'accueillir les véhicules de sa clientèle.

CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

ARTICLE 1 - DESIGNATION

LE BENEFICIAIRE est autorisé à occuper les 40 emplacements de stationnement situés en sous-sol de l'Hôtel de Ville niveau moins un (N-1) près des ascenseurs côté hôtel.

Tel que lesdits biens se poursuivent et se comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

ARTICLE 2 - ORIGINE DE PROPRIETE

Le bien, objet des présentes, dépend du domaine public communal.

ARTICLE 3 - SERVITUDES

La COMMUNE de MONTPELLIER déclare qu'elle n'a créé, ni laissé acquérir aucune servitude sur les terrains objet des présentes et qu'à leur connaissance, il n'en existe aucune autre que celles indiquées au présent acte.

ARTICLE 4 - OBJET DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est consentie en vue de permettre le stationnement des véhicules des clients de l'hôtel Courtyard Marriott qui seront autorisés à utiliser la rue du Chélia et qui disposeront d'un accès dédié au parking public.

ARTICLE 5 - CONSISTANCE - REGLEMENTATION – TRAVAUX

5.1 CONSISTANCE

LE BENEFICIAIRE déclare avoir parfaite connaissance du bien sus-désigné, le prendre dans son état pour l'avoir vu et visité, sans recours contre quiconque pour quelque cause que ce soit.

5.2 REGLEMENTATION

S'agissant d'une mise à disposition à titre onéreux d'immeubles dépendant du domaine public de **la commune de MONTPELLIER**, la convention obéit aux règles suivantes arrêtées directement entre les parties :

- **LE BENEFICIAIRE** effectuera à ses frais exclusifs tous aménagements imposés par les réglementations relatives à l'urbanisme, la sécurité et l'environnement, quelle que soit l'importance de l'aménagement considéré, de manière à ce que les biens objet des présentes soient en permanence en conformité avec les prescriptions attachées à ces réglementations ;

- **LE BENEFICIAIRE** utilisera le bien exclusivement à l'usage d'emplacements de stationnement destinés à sa clientèle

Cette destination étant une clause essentielle et déterminante des présentes sans laquelle la présente convention n'aurait pu avoir lieu. Toute autre utilisation est interdite, sauf accord préalable et express de **la COMMUNE de MONTPELLIER**.

- **LE BENEFICIAIRE** devra respecter en permanence les lois et règlements attachés à la destination susvisée ;

- **LA COMMUNE DE MONTPELLIER** pourra, à tout moment et sans en prévenir obligatoirement à l'avance l'occupant, effectuer tout contrôle qu'elle juge opportun et nécessaire, notamment à l'effet de vérifier le respect de la destination et de la réglementation y attachée, le respect et la bonne réalisation des travaux convenus, l'entretien général des biens.

5.3 TRAVAUX

LE BENEFICIAIRE ne pourra effectuer aucuns travaux, installations ou aménagements, sauf s'il en a été expressément autorisé par **la COMMUNE DE MONTPELLIER**.

Ces travaux, installations et aménagements devront être effectués dans le strict respect du dossier technique et financier présenté à **la COMMUNE DE MONTPELLIER**.

Dès leur accomplissement, ces travaux, installations ou aménagements feront l'objet d'un état des lieux contradictoire.

Pendant la durée desdits travaux, **LE BENEFICIAIRE** devra prendre toutes les assurances relatives tant à la protection des biens qu'à la protection des personnes et en justifier auprès de **la COMMUNE DE MONTPELLIER** dans la huitaine de leur commencement d'exécution.

Il est expressément prévu que tous travaux nécessaires pour mise aux normes conformément à la destination des lieux ne sont pas à la charge du **BENEFICIAIRE**. La non réalisation desdits travaux par **la COMMUNE DE MONTPELLIER** ouvre droit pour le **BENEFICIAIRE** à la résiliation de la présente convention. Ce dernier renonce expressément dans cette hypothèse à toute demande d'indemnité compensatoire.

ARTICLE 6 – CARACTERES DE L'OCCUPATION

6.1 DROITS ET OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Conformément à l'article L 2122-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, cette occupation du domaine public est temporaire.

Conformément à l'article L 2122-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, cette autorisation d'occupation du domaine public présente un caractère précaire et révocable.

Cette autorisation présente un caractère strictement personnel qui ne confère aucun droit réel au **BENEFICIAIRE** sur le bien objet des présentes.

La présente convention ne confère au **BENEFICIAIRE** qui le reconnaît expressément, aucun droit au maintien dans les lieux et aucun des droits ou avantages reconnus au locataire d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal ou à usage agricole.

La présente autorisation n'est pas soumise aux dispositions du décret n°53-960 du 30 septembre 1953 et ne pourra conférer la propriété commerciale au propriétaire.

6.2 CESSION ET APPORT EN SOCIETE

En raison du caractère personnel de l'autorisation, toute cession totale ou partielle ou tout apport en société des droits retirés de la présente convention est interdite.

6.3 CONDITIONS DE JOUISSANCE

1°) Jouissance

LE BENEFICIAIRE jouira du bien dont il s'agit à l'exemple d'un bon père de famille tel que défini par le Code civil sans commettre ni souffrir qu'il y soit fait des dégâts ou des dégradations.

2°) Occupation - Empiètement - Usurpations

LE BENEFICIAIRE s'opposera à tous empiètements et à toutes usurpations et devra avertir la **COMMUNE** de tout ce qui pourrait se produire sous peine de tous dépens, dommages intérêts, et même de résiliation des présentes. Il devra prévenir immédiatement la **COMMUNE** de toutes actions pouvant porter atteinte aux droits de ces derniers sur les biens occupés.

3°) Assurances.

LE BENEFICIAIRE devra contracter une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages, y compris ceux causés aux tiers, pouvant résulter des activités exercées sur le domaine mis à la disposition et communiquera à la **COMMUNE DE MONTPELLIER** la copie des contrats d'assurance et leurs avenants dans le mois de leur signature.

4°) Entretien et exploitation des ouvrages

LE BENEFICIAIRE aura à sa charge le maintien en bon état d'entretien et de propreté du bien occupé.

Il sera responsable de toute détérioration survenant soit de son fait, soit du fait des tiers, au bien mis à sa disposition.

La **COMMUNE** aura droit de visiter les emprises et les constructions ou de les faire visiter par son architecte ou son mandataire pour s'assurer de l'exécution de tous travaux d'entretien et de réparation.

5°) Contrôle et surveillance

LE BENEFICIAIRE s'engage à faciliter toutes inspections, tous contrôles, toute surveillance que le gestionnaire jugerait utile d'exercer. **LE BENEFICIAIRE** aura l'obligation de surveiller les emprises faisant l'objet des présentes conventions.

ARTICLE 7 - DUREE DE L'AUTORISATION

La présente convention est consentie et acceptée pour la période commençant à courir le 1^{er} avril 2012 pour se terminer le 30 juin 2012.


ARTICLE 8 – REDEVANCE

Le montant de la redevance pour cette période est fixé à 2 691 euros.

ARTICLE 9 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leurs domiciles ou sièges respectifs.

A Montpellier le,

Pour la Ville de Montpellier L'Adjoint délégué, Frédéric TSITSONIS	
Pour la société « Courtyard by Marriott » le Directeur d'exploitation, Christophe GUIDEAU	

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0177

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: transport d'oeuvres d'art pour l'exposition
William Eugene Smith au Pavillon Populaire**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville présente du 9 mars au 3 juin 2012, au Pavillon Populaire, une exposition consacrée à l'œuvre du photographe William Eugene Smith ;
- Que les droits sur ces œuvres sont détenus par le l'Arizona Board of Regents, agissant pour le compte du Center for Creative Photography de l'université de Tucson, Arizona ;
- Que les œuvres ont dû être acheminées depuis les Etats-Unis, par un transporteur agréé imposé par le propriétaire des œuvres ;
- Que, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, ce marché peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalable, ces formalités ayant été impossibles à mettre en œuvre ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité (mapa 2M133) à l'entreprise André Chenue S.A., 85 avenue du Président Wilson, 93210 La Plaine Saint Denis, pour un montant de 52 145.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

05/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 06/04/2012
Notifiée le :

**ATELIERS DES METIERS D ARTS
FABRICATION ET POSE D ENSEIGNES
SIGNALETIQUES**
**Autorisation de signer l'avenant de transfert pour
transmission universelle de patrimoine - Société
BOISSON**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2180/T/R du 1/09/2011 donnant délégation de signature à Monsieur Christian BOUILLE, Adjoint délégué à l'opération Grand Coeur;

Considérant :

- que par décision du 9 aout 2011 – MAPA n°1M407 – la Ville de Montpellier a attribué à l'entreprise ERI sise, Zone artisanale du Bosc Lot n°4, 34130 Mudaison, la fabrication et la pose d'enseignes signalétiques aux ateliers des métiers d'arts ;
- que l'entreprise ERI a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine ;
- que la société BOISSON s'engage à reprendre à son compte l'ensemble des droits et des obligations relatifs au contrat en cour selon le MAPA n°1M407 du 9 aout 2011 d'un montant de 16 520 € HT;

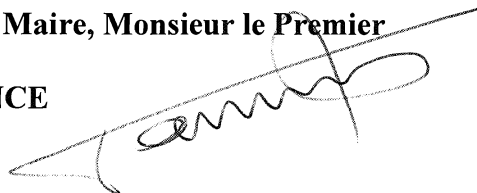
Décide en conséquence :

- d'établir un avenant de transfert du marché existant vers la société BOISSON sise Zone artisanale du Bosc Lot n°3, 34130 Mudaison ;
- que les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées ;
- que le dit avenant de transfert sera annexé à la présente décision ;
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant de transfert avec la société BOISSON et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint
Serge FLEURENCE

Publiée le : 26/04/2012
Notifiée le :



AVENANT de TRANSFERT
Marché 1M407 notifié le 01/09/2011.

ENTRE LES SOUSSIGNES

- **COMMUNE DE MONTPELLIER**
1 Place Francis Ponge – 34064 MONTPELLIER CEDEX 2
Représentée par Monsieur BOUILLE Christian
- **E.R.I.**
Société par Action Simplifiée, au capital de 7 622.45 Euros, dont le Siège Social est Zone Artisanale de Madaison – Lot 4 - 34130 MUDAISON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le n° 339 183 923
Représentée par Monsieur CRUEIZE, dûment habilité
- **SOCIETE BOISSON**
Société par Action Simplifiée, au capital de 85 000 Euros, dont le Siège Social est Zone Artisanale de Madaison – Lot 3 - 34130 MUDAISON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le n° 316 317 825,
Représentée par Monsieur CRUEIZE, dûment habilité

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIT :

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** a confié à **E.R.I.** la réalisation des travaux de fabrication et pose d'enseignes signalétiques pour les ateliers des métiers d'art suivant la notification du marché 1M407 le 1^{er} septembre 2011.

A effet du 9 décembre 2011, l'entreprise **E.R.I.** a fait l'objet d'une *transmission universelle du patrimoine* au profit de l'entreprise **SOCIETE BOISSON** (Ci-joint K Bis des entreprises justifiant de l'opération)

EN CONSEQUENCE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1

La **SOCIETE BOISSON** est substituée intégralement à l'ensemble des droits et obligations de la la Société **E.R.I.**, tels qu'ils résultent du Marché précité et de ses avenants éventuels, comme si elle avait été, dès l'origine, titulaire desdits droits et obligations.

Article 2

Toutes les autres dispositions du Marché précité, non modifié par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à MUDAISON le 9 janvier 2012
En 3 exemplaires.

COMMUNE DE MONTPELLIER

E.R.I.
M. CRUEIZE
Directeur Général

BOISSON
M. CRUEIZE
Directeur Général

E.R.I. SAS
ZA du Bosc – Lot n° 4
34130 MUDAISON
Tél : 04 67 70 41 00 ; Fax : 04 67 70 36 89
MONTPELLIER RCS 339 183 923

SOCIETE BOISSON SAS
ZA du Bosc – Lot n° 3
34130 MUDAISON
Tél : 04 67 70 41 00 ; Fax : 04 67 70 36 89
MONTPELLIER RCS 316 317 825

Contentieux
Ville de MONTPELLIER c/ Manuel DOMINGUEZ



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que, par décision du 16 décembre 2011, la ville de MONTPELLIER a rejeté les demandes de Monsieur Manuel DOMINGUEZ tendant à un changement d'affectation et à la réparation du préjudice prétendument subi par lui ;
- que, par requête déposée le 16 février 2012, sous le n° 1200707-3, il demande au Tribunal Administratif d'annuler ladite décision ;
- qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville – nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 05/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 06/04/2012
Notifiée le :

Assurance



**Responsabilité civile de la commune de
MONTPELLIER**



Affaire DONGSAVANH



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que le 20 mai 2011, l'enfant Alicia DONGSAVANH s'est blessée sur le grillage qui clôture le parc MALBOSC ;
- que Madame Phetsavanh DONGSAVANH impute à la ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le tribunal administratif par requête introductive d'instance ;

Décide en conséquence :

- de défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS cabinet PNAS (159 rue du faubourg Poissonnière – 75009 PARIS) en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître.

Montpellier, le 12/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 13/04/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'entretien des systèmes de ventilation du
Tunnel de la Comédie**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2178/T/R/ du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe THINES Adjoint délégué ;
- Vu la décision n° 2012/0021 du 17 Janvier 2012 attribuant à la société AXIMA SEITHA un marché passé selon une procédure adaptée pour l'entretien des systèmes de ventilation du Tunnel de la Comédie ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'annuler la décision susvisée en raison d'une erreur matérielle dans le montant du marché ;
- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur les travaux d'entretien des systèmes de ventilation du Tunnel de la Comédie ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 dernier alinéa du Code des Marchés Publics, en date du 14 septembre 2011, la société AXIMA SEITHA - ZAE Font de la Banquière - immeuble « Le Météor » - BP 90109 - 34874 LATTES, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'annuler la décision n° 2012/0021 du 17 janvier 2012 ;
- D'attribuer le marché à bons de commande précité à la société AXIMA SEITHA pour un montant annuel compris entre un minimum de 1 000 € et un montant annuel maximum de 30 000 €, et ce pour une période de un an, reconductible deux fois, à compter de sa notification ;
- D'autoriser l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, nature : 6156 et fonction : 821.

Montpellier, le 18/4/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Philippe THINES

Publiée le : 19/4/2012

Notifiée le :

**Piscine - Parc Montcalm
Autorisation d'Occupation Temporaire
du domaine public
Ville de Montpellier / Montpellier Agglomération**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2181 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué.

Considérant :

- que la Ville de Montpellier, par acte en date du 6 avril 2012, a acquis à l'Etat Français le Parc Montcalm, sis rue des chasseurs, sur lequel sont implantées diverses installations sportives ;
- que l'Etat Français, par Autorisation d'Occupation Temporaire du Domaine Public de Défense, a mis la piscine à la disposition de Montpellier Agglomération ;
- que, dans que le cadre de l'aménagement du parc, cet équipement sportif doit être démoli ;
- que dans l'attente des travaux de démolition, Montpellier Agglomération est autorisée à rester dans les lieux jusqu'au 10 juillet 2012.

Décide en conséquence :

- de conclure avec Montpellier Agglomération une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public prenant effet au 6 avril 2012 pour se terminer le 10 juillet 2012 ;
- que, compte tenu de l'intérêt général de cet équipement sportif, cette autorisation est consentie à titre gracieux ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte relatif à cette affaire ;
- que ladite autorisation sera annexée à la présente décision.

Montpellier, le 12/04/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS**

**Publiée le : 13/04/2012
Notifiée le :**





Montpellier mille et une vies

D.A.I.

Direction Architecture et Immobilier

Service Patrimoine Sécurité

Pôle Immobilier

PISCINE - PARC MONTCALM
AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC
VILLE DE MONTPELLIER / MONTPELLIER AGGLOMERATION

ENTRE

1°- La COMMUNE DE MONTPELLIER, représentée par son Maire,
Madame Hélène MANDROUX, dûment habilité en vertu d'une décision en date
du

Figurant ci-après sous la dénomination : « LA COMMUNE DE MONTPELLIER ».

DE PREMIERE PART

ET

2°- MONTPELLIER AGGLOMERATION, représentée par son Président,
Monsieur Jean-Pierre MOURE.

Figurant ci-après sous la dénomination : « LE BENEFICIAIRE ».

DE SECONDE PART

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Par acte en date du 6 avril 2012, LA COMMUNE DE MONTPELLIER a acquis à L'ETAT FRANÇAIS le Parc Montcalm, sis rue des chasseurs, sur lequel sont implantées diverses installations sportives.

L'ETAT FRANCAIS a, par Autorisation d'Occupation Temporaire du Domaine Public de Défense, mis la piscine à la disposition de MONTPELLIER AGGLOMERATION.

Dans le cadre de l'aménagement du parc, cet équipement sportif doit être démoli.

LA COMMUNE a donc décidé que, dans l'attente des travaux de démolition, MONTPELLIER AGGLOMERATION peut continuer à disposer de cet équipement sportif jusqu'au 10 juillet 2012.

CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 - DESIGNATION

Cette autorisation est accordée pour la mise à disposition de la piscine du parc Montcalm au profit de MONTPELLIER AGGLOMERATION et la prise en charge de l'ensemble du coût de fonctionnement des installations.

Le stationnement des véhicules ainsi que l'accès à la piscine seront communs avec les autres installations sportives sises dans ledit parc.

ARTICLE 2 - ORIGINE DE PROPRIETE

Le bien, objet de la présente, dépend du domaine public communal.

ARTICLE 3 - SERVITUDES

LA COMMUNE de MONTPELLIER déclare qu'elle n'a créé, ni laissé acquérir aucune servitude sur les terrains objets des présentes et qu'à sa connaissance, il n'en existe aucune autre que celles indiquées au présent acte.

ARTICLE 4 - CARACTERE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation revêt un caractère strictement personnel.

LE BENEFICIAIRE est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité le bien mis à sa disposition.

Toute sous-location de ce bien et toute cession de la présente autorisation sont interdites.

ARTICLE 5 - ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS

LE BENEFICIAIRE aura à sa charge le maintien en bon état d'entretien et de propreté du bien occupé.

Il sera responsable de toute détérioration survenant soit de son fait, soit du fait des tiers, au bien mis à sa disposition.

LE BENEFICIAIRE s'engage à :

- entretenir la piscine ainsi que les abords et les maintenir en parfait état de fonctionnement afin qu'à l'expiration de la présente autorisation les lieux soient en état où il les aura trouvés, à l'exception toutefois du gros œuvre pour lequel il sera tenu compte des effets d'un usage normal excluant les détériorations accidentelles que l'occupant sera tenu de réparer. Les aménagements dissociables resteront la propriété de l'occupant mais les aménagements non dissociables resteront propriété de la Commune de Montpellier sans donner droit à indemnité à expiration de la présente autorisation.
- à une surveillance de la zone afin d'éviter les intrusions sur le terrain et notamment sur les zones inoccupées situées à proximité.

LA COMMUNE aura droit de visiter les emprises et les constructions ou de les faire visiter par son architecte ou son mandataire pour s'assurer de l'exécution de tous travaux d'entretien et de réparation

ARTICLE 6 – CARACTERES DE L'OCCUPATION

6.1 DROITS ET OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Conformément à l'article L 2122-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, cette occupation du domaine public est temporaire.

Conformément à l'article L 2122-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, cette autorisation d'occupation du domaine public présente un caractère précaire et révocable.

Cette autorisation présente un caractère strictement personnel qui ne confère aucun droit réel au BENEFICIAIRE sur le bien objet des présentes.

La présente autorisation ne confère au BENEFICIAIRE qui le reconnaît expressément, aucun droit au maintien dans les lieux et aucun des droits ou avantages reconnus au locataire d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal ou à usage agricole.

La présente autorisation n'est pas soumise aux dispositions du décret n°53-960 du 30 septembre 1953 et ne pourra conférer la propriété commerciale au propriétaire.

6.2 CONDITIONS DE JOUISSANCE

1°) Jouissance

LE BENEFICIAIRE jouira du bien dont il s'agit à l'exemple d'un bon père de famille tel que défini par le Code civil sans commettre ni souffrir qu'il y soit fait des dégâts ou des dégradations.

2°) Occupation - Empiètement - Usurpations

LE BENEFICIAIRE s'opposera à tous empiètements et à toutes usurpations et devra avertir LA COMMUNE de tout ce qui pourrait se produire sous peine de tous dépens, dommages intérêts, et même de résiliation des présentes. Il devra prévenir immédiatement LA COMMUNE de toutes actions pouvant porter atteinte aux droits de ces derniers sur les biens occupés.

3°) Assurances.

LE BENEFICIAIRE devra contracter une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages, y compris ceux causés aux tiers, pouvant résulter des activités exercées sur le domaine

mis à la disposition et communiquera à LA COMMUNE la copie des contrats d'assurance et leurs avenants dans le mois de leur signature.

4°) Contrôle et surveillance

LE BENEFCIAIRE s'engage à faciliter toutes inspections, tous contrôles, toute surveillance que le gestionnaire jugerait utile d'exercer. LE BENEFCIAIRE aura l'obligation de surveiller les emprises faisant l'objet des présentes conventions.

ARTICLE 7 - DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est consentie et acceptée à titre précaire et révocable pour la période commençant à courir le 6 avril 2012 pour se terminer le 10 juillet 2012.

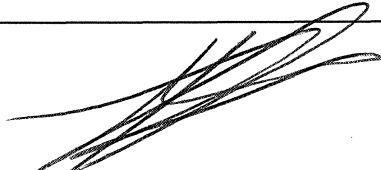
ARTICLE 8 – REDEVANCE

Compte-tenu de l'intérêt général de cet équipement sportif, la présente autorisation d'occupation est accordée à titre gracieux.

ARTICLE 9 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leurs domiciles ou sièges respectifs.

A Montpellier le,

Pour la Ville de Montpellier L'Adjoint délégué, Frédéric TSITSONIS	
Pour Montpellier Agglomération, Le Président, Jean-Pierre MOURE	

**Attribution d'un marché passé une procédure adaptée
pour le récolement et la cartographie du réseau de
régulation du trafic**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2178/T/R du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe THINES Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur les travaux d'exécution d'une cartographie détaillée du réseau de régulation du trafic, avec un inventaire des équipements ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 dernier alinéa du Code des Marchés Publics, en date du 23 janvier 2012, le Cabinet PAGES TIP -27, rue de l'Hirondelle 34090 MONTPELLIER -, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commande précité au Cabinet PAGES TIP, pour un montant annuel compris entre un seuil minimum de 10 000 € H.T. et un seuil maximum de 95 000 € H.T., et ce pour une période initiale de un an à compter de sa notification, reconductible une fois ;
- D'autoriser l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, nature : 908 213 et fonction : 202.

Montpellier, le 18/4/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué


Philippe THINES

Publiée le : 19/4/2012

Notifiée le :

Fabrication de registres d'Etat Civil

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2188/T/R du 2 septembre 2011 donnant délégation de signature à Mme Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Adjointe déléguée à la qualité des services de vie quotidienne ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la confection des registres d'Etat Civil ;
- Qu'en application de l'article 28 du Code des marchés publics, et qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, l'entreprise « L'œil du chat », située 1 rue Achille Bégé, 34000 MONTPELLIER, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise « L'œil du chat », pour un montant de 3214,85 € TTC ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer tout document relatif à ce marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget du service Etat Civil, nature 6064, ligne 1179.

Montpellier, le 19/4/2012

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée

Amina BENOARGHA JAFFIOL

Publiée le : 20/4/2012
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée concernant un marché de services de
Diagnostic des Risques de la Ville de Montpellier
Autorisation de Signer le Marché**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/28 du 31 mars 2009 donnant délégation à Madame Régine Souche, adjointe déléguée à l'égalité des droits et des devoirs et à la tranquillité publique ;
- Vu l'arrêté n°2012/0884/T/R du 10 avril 2012 donnant délégation de signature, à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire, en remplacement de Madame Régine SOUCHE, Adjointe au Maire, déléguée à l'Egalité des Droits et des Devoirs et à la Tranquillité Publique ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un bureau d'études un marché de services pour le diagnostic des risques sur les événements majeurs de types naturels et technologiques sur le territoire de la Ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 07 mars 2012 pour un marché de services immatriculé 2M56, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, le bureau d'études MAYANE ENVIRONNEMENT sis 173 chemin de Fescau – 34980 Montferrier sur Lez a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de services précité pour un montant total de 32 080,00 Euros H.T. (Trente deux mille quatre vingt Euros H.T.) au bureau d'études MAYANE ENVIRONNEMENT sur une durée de quatre mois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Fonction 921120 - Nature : 617 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le *23/4/2012*

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

[Signature]
Max LEVITA

Publiée le : *24/4/2012*

Notifiée le :

CONTENTIEUX

Ville de Montpellier c/ Mme Laurence COLAS

**Recours pour excès de pouvoir contre la décision du
Maire du 30/12/2011 lui refusant le bénéfice de la
protection fonctionnelle**

Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que, par décision du 30/12/2011, Madame le Maire a refusé le bénéfice de la protection fonctionnelle à Mme Laurence COLAS ;
- que cette dernière a introduit à l'encontre de cette décision un recours pour excès de pouvoir (instance n°1201266-3) ;
- qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et Associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 16/04/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 17/04/2012

Notifiée le :



Direction Finances et
Contrôle de Gestion
Gestion Budgétaire et
Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0189

**Direction de la Réussite Educative,
Service Éducation
Institution d'une régie de recettes pour les ALSH
(Accueil Loisirs Sans Hébergement)**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 13 mars 2012 relative à la clôture de la régie d'avances et de recettes des centres de loisirs,
- Vu la Décision du 29 mars 2012 relative à la clôture des sous régies d'avances et de recettes des ALSH,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 29 février 2012
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que pour assurer le bon fonctionnement de la régie des centres de loisirs il est nécessaire de séparer les régies d'avances et de recettes en deux régies distinctes, il convient de créer une nouvelle régie de recettes pour les ALSH.

Décide en conséquence :

Article 1 :

Il est institué une régie centrale prolongée de recettes « Centres de Loisirs » auprès de la Direction de la Réussite Éducative à compter du 06 mars 2012.

Article 2 :

La régie centrale est installée dans les locaux de la Direction de la Réussite Educative, 1 place Georges FRECHE, 34267 Montpellier cedex 2.

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- La participation des familles et des organismes sociaux aux centres de loisirs sans hébergement, y compris les frais de cantine.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,
Carte bancaire,
- Internet,
- CESU,
- Chèques vacances,
- Virements d'organismes.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de quittances.

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3,

Article 6 :

Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 2 mois pour procéder à l'encaissement des recettes, désignées à l'article 3.

Article 7 :

La régie dispose d'un fond de caisse qui s'élève à 1050 €

Article 8 :

Il est créé des sous-régies de recettes auprès des Centres de loisirs. Les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif des sous-régies.

Article 9 :

L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 10 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 90 000 €.

Article 11 :

Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 11 et au minimum une fois par mois.

Article 12 :

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 13 :

Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 15 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 13/04/2012
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'achat de recharges de gaz divers en
bouteilles**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de recharges de gaz divers industriels et de carburation en bouteilles pour les services de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°2M141), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 01/03/2012, la société PGAZ, 34990 JUVIGNAC, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société PGAZ, pour un montant total estimé de commandes de 30 000 € HT maximum, pour une durée de quatre ans à compter de la date de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 60628 -60622 tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 16/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 17/04/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Plateforme expérimentale de concertation
urbaine interactive – Marché 2M71**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville souhaite lancer un projet pilote pour expérimenter une plateforme de concertation publique sur l'aménagement des quartiers donnant aux citoyens la possibilité de s'exprimer sur une ville désirable ;
- Qu'il convient pour cela de mettre à disposition une plateforme de simulation d'aménagement d'espaces urbains prédéfinis à partir d'équipements mobiles grand public, préparer des contenus permettant de présenter et simuler chaque espace urbain considéré et animer les réunions de concertation ;
- Qu'il est nécessaire pour la Ville de se faire accompagner dans cette démarche ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément aux articles 28 et 77-I du Code des Marchés Publics, en date du 28 février 2012, la société UFO (Urban Fabric Organisation) a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société UFO sise 2 rue Marcelin Berthelot – 93100 MONTREUIL pour une durée d'un an, à compter de la date de notification, pour un montant maximum de 85 000 € HT.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la ville de Montpellier – Chapitres 900, 908, 920 et 928.

Montpellier, le *18/4/2012*

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : *19/4/2012*
Notifiée le :





Direction Energie Moyens
Techniques
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0192

**Attribution d'un marché passé sur le fondement de
l'accord cadre pour l'approvisionnement en fioul
domestique et gazole non routier, avec mise en
concurrence permanente entre trois titulaires**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de fioul domestique et gazole non routier pour le fonctionnement des chaufferies des différents bâtiments, des engins agricoles, de manutention et de travaux publics de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA 2M63) conformément aux articles 28, 76 et 77 du Code des Marchés Publics, en date du 03 février 2012, les sociétés CHARVET SAS, 42390 VILLARS, DYNEFF SA, 34060 MONTPELLIER CEDEX et RAMOND et Cie, 34700 LODEVE, ont présenté des offres économiquement avantageuses.

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord-cadre précité aux sociétés CHARVET SAS, DYNEFF SA et RAMOND et Cie, pour une estimation du volume d'approvisionnement de 100 000 litres, pour un montant maximum de commandes de 74 000 € HT (tous fournisseurs confondus), pour une durée de deux ans à compter de leur notification.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer cet accord-cadre.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville (nature 60621 chapitres 928 - 920).

Montpellier, le 16/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 17/04/2012
Notifiée le :



**Direction Energie Moyens
Techniques**
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0193

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'achat et aménagements sur site
d'habillages, de mobiliers et de matériels spécifiques
pour véhicules utilitaires des services Voirie et
Eclairage Public**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat et aménagements sur site d'habillages, de mobiliers et de matériels spécifiques pour véhicules utilitaires des services Voirie et Eclairage Public de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°2M21), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 22/12/2011, la société EQUIP VAN, 43190 TENCE, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société EQUIP VAN, pour un montant total de commandes de 30 332,87 € HT à compter de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville natures 2188 - 2182 chapitre 908.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 16/04/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 17/04/2012
Notifiée le :

Etude sur l'évolution urbaine du secteur de la Rauze

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2209/T/R du 2 septembre 2011 donnant délégations de fonctions à Monsieur Michaël DELAFOSSE ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder au lancement d'une étude sur l'évolution urbaine du secteur de la Rauze,
- qu'à la suite d'une consultation de bureaux d'études du 24 janvier 2012 jusqu'au 14 février 2012 inclus organisée conformément à l'article 28 code des marchés publics, marché 1M738,
- que le prestataire MARNIQUET Associés / HUBERT consultant a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché n° 1M 738 à MARNIQUET Associés / HUBERT Consultant pour un montant de 83 400 € HT
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, l'exécution et le règlement dudit marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 investissement de la Ville.


Nature 2031 Fonction 908241 Programme 50031 Ligne 14658

Montpellier, le 23/4/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24/04/2012

Notifiée le :





Direction Energie Moyens
Techniques
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 212 10195

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'achat d'un ensemble de racks à palettes
et de bacs gerbables**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'un ensemble de racks à palettes et de bacs gerbables pour le service Eclairage Public de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°2M31), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 31/01/2012, la société SA GLIOZZO MANUTENTION, 34690 FABREGUES, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société SA GLIOZZO MANUTENTION, pour un montant total de commandes de 13 912 € HT, pour une durée d'un mois à compter de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville nature 2183 chapitre 903.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 16/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 17/04/2012

Notifiée le :

**Marché de travaux à bons de commande, passé selon
une procédure adaptée pour la rénovation du vignoble
du Mas Nouguier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'Arrêté 2011/2178 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe THINES, Adjoint délégué ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à la rénovation du vignoble du Mas Nouguier ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 22 février 2012, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, les entreprises suivantes ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour la Ville :
 - o Lot 1 : fourniture de plants de vigne à SARL RICHTER INTERNATIONAL, sise Domaine de Saint Clément 34980 Saint Clément de Rivière
 - o Lot 2 : plantation et entretien de la vigne à SARL NEGRE LUDOVIC, sise Mas du Lapin 314, chemin des Thermes 34170 Castelnau le Lez

Décide en conséquence :

- de confier le marché 2M111 précité aux entreprises suivantes, pour un montant de :
 - o Lot 1 : SARL RICHTER INTERNATIONAL pour un montant de 9 375 € HT
 - o Lot 2 : SARL NEGRE LUDOVIC pour un montant de 46 414.37 € HT
- de dire que cette dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville , section fonctionnement 928 et section investissement 908
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Philippe THINES

Publiée le : 25/04/2012

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée concernant un marché de services pour une
mission de prévention sur les événements festifs en
permanence statique
Autorisation de signer le marché**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/28 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Régine Souche, adjointe déléguée à l'égalité des droits et des devoirs et à la tranquillité publique.
- Vu l'arrêté n°2012/0884/T/R du 10 avril 2012 donnant délégation de signature, à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire, en remplacement de Madame Régine SOUCHE, Adjointe au Maire, déléguée à l'Egalité des Droits et des Devoirs et à la Tranquillité Publique ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à l'Association du Comité Départemental d'Education pour la Santé un marché de services à bons de commandes portant sur une mission de prévention sur les événements festifs de la Ville de Montpellier en permanence statique dans le cadre de la lutte contre les addictions ;
- Qu'en application de l'article 28.II du code des marchés publics, le pouvoir adjudicateur passe ce marché immatriculé 2M311 sans publicité ni mise en concurrence préalables avec l'association du Comité Départemental d'Education pour la Santé sise Centre André Lévy – 54 Chemin de Moularès 34070 Montpellier ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de services précité à bons de commande, sans minimum, mais avec un montant maximum de 20 000,00 Euros H.T. (Vingt mille Euros H.T.) à l'association du Comité Départemental d'Education pour la Santé sur une durée de 6 mois à compter de la notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique – Chapitre 925 – Fonction 208 - Nature 6226 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23/4/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**

Max LEVITA

Publiée le : 24/4/2012

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée concernant un marché de services pour une
mission de maraudage sur les sites festifs de la Ville de
Montpellier - Prévention des risques
Autorisation de signer le marché**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/28 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Régine Souche, adjointe déléguée à l'égalité des droits et des devoirs et à la tranquillité publique.
- Vu l'arrêté n° 2012/0884/T/R du 10 avril 2012 donnant délégation de signature, à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire, en remplacement de Madame Régine SOUCHE, Adjointe au Maire, déléguée à l'Egalité des Droits et des Devoirs et à la Tranquillité Publique ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à l'Association Avenir Santé 34 un marché de services à bons de commandes portant sur une mission de maraudage sur les sites festifs de la Ville de Montpellier dans le cadre de la lutte contre les addictions ;
- Qu'en application de l'article 28.II du code des marchés publics, le pouvoir adjudicateur passe ce marché immatriculé 2M312 sans publicité ni mise en concurrence préalables avec l'association Avenir Santé 34 sise CRLC Val d'Aurelle – Parc Euromédecine - 34098 Montpellier ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de services précité à bons de commande, sans minimum, mais avec un montant maximum de 25 000,00 Euros H.T. (Vingt cinq mille Euros H.T.) à l'association Avenir Santé 34 sur une durée de 6 mois à compter de la notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique – Chapitre 925 – Fonction 208 - Nature 6226 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23/4/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Max LEVITA

Publiée le : 24/4/2012

Notifiée le :

Ville de
Montpellier



Direction Energie Moyens
Techniques
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0199

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée pour l'achat de prestations de maintenance des machines d'imprimerie

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de prestations de maintenance des machines d'imprimerie pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°2M189), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 06/03/2012, la société ASB, 34135 MAUGUIO, a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société ASB, pour un montant total maximum de commandes de 88 000 € HT, pour une durée de quatre ans à compter de la date de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 6156 tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 23/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le 24/04/2012
Notifiée le :

Ville de
Montpellier



**Direction Energie Moyens
Techniques**

Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/10200

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée pour l'achat de vêtements de ville, réception et chaussures

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de vêtements de ville, réception et chaussures pour les différents services de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°2M120), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 05/03/2012, la société ESCASSUT, 34000 MONTPELLIER, a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société ESCASSUT, pour un montant total maximum de commandes de 70 000 € HT, pour une durée de quatre ans à compter de la date de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 60636 tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 23/4/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 24/4/2012
Notifiée le :

CONTENTIEUX

M. Antoine PICARD c. Ville de Montpellier Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté du 30/08/2011 lui infligeant un blâme

Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Que, par arrêté du 30/08/2011, le Maire de Montpellier a infligé un blâme à M. Antoine PICARD ;
- Que celui-ci conteste par la voie d'un recours pour excès de pouvoir introduit le 14/02/2012 (instance n°1200693-3) cette sanction ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 19/4/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**



Publiée le : 20/4/2012

Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/005

**Avenant à l'attribution d'un marché passé selon une
procédure adaptée pour la gestion de mandats de
location adaptée pour divers locaux du domaine privé
de la Ville de Montpellier (dans le cadre de l'ANRU)**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

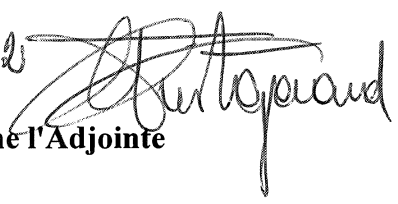
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2185/T/R donnant délégation de signature à Madame Hélène QVISTGAARD, Adjointe au Maire, déléguée au Droit au Logement et Service Municipal à la Caution ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'établir un avenant au marché 0M875 relatif à une mission de gestion de mandats de location adaptée pour divers locaux de la Ville de Montpellier (dans le cadre de l'ANRU) avec un seuil minimum de 2 logements et un seuil maximum de 3 logements. Une régie de recettes avait été créée pour permettre l'encaissement des loyers et a dû être clôturée, son fonctionnement s'étant avéré inadapté;
- Qu'à la suite de la clôture de cette régie par décision n°2012/0055 du 13/02/2012, le recouvrement des loyers se fera trimestriellement par la Ville (émission de titre de recettes à l'encontre de l'AIVS). La Trésorerie municipale se chargera du recouvrement des impayés directement auprès des locataires.
- Que la suppression de cette régie entraîne une réduction du montant initial du marché de 7200€ HT ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'avenant ci-joint à l'Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) situé au 17 rue du Carré du Roi 34000 Montpellier
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer l'avenant au marché 0M875 et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 23/04/2012 
Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Hélène QVISTGAARD

Publiée le : 24/04/2012
Notifiée le :

AVENANT

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2
Correspondant : Madame le Maire

Titulaire du marché :

AIVS Hérault (Agence Immobilière à Vocation Sociale)
17 Rue du Carré du Roi

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

MANDATS DE GESTION LOCATIVE ADAPTEE POUR DIVERS LOCAUX DU DOMAINE PRIVE DE LA VILLE DE MONTPELLIER

N° du marché :

OM875

Notifié le :

28/10/2010

Marché à bons de commande : Seuil minimum : 2 logements

Seuil maximum : 3 logements

Date de la décision autorisant la signature du marché : N°2010/453 du 26/10/2010

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de diminuer le montant du contrat pour les motifs suivants :
Initialement, la Ville avait prévu dans son marché la mise en place, par l'AIVS, d'une régie des recettes pour permettre l'encaissement des loyers des biens mis en gestion locative.
Cependant, il s'avère que le fonctionnement de cette régie s'est révélé trop complexe et peu efficient en termes de modalités de recouvrement des loyers auprès des locataires.
La régie de recettes de l'AIVS a donc été clôturée par décision n°2012/0055 du 13/02/2012 et dorénavant, le recouvrement des loyers se fera donc, trimestriellement, par émission de titre de recettes, par la Ville, à l'encontre de l'AIVS. La Trésorerie municipale se chargera du recouvrement des impayés directement auprès des locataires

ARTICLE 2

La suppression de la gestion de la régie des recettes, par l'AIVS, implique donc une diminution du montant initial du marché.
Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 7 200 € HT, soit en toutes lettres : sept mille deux cents euros, hors taxes.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Le délai d'exécution du marché reste inchangé.

D. Signatures des parties

A Montpellier, le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
Le Directeur Général Adjoint des Services

Jean Paul DAYRE

Ville de
Montpellier



Direction Energie Moyens
Techniques
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/206

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'achat d'armement et de munitions pour
la Police Municipale**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'armement et de munitions pour la Police Municipale de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA 2M167), conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 02/03/2012, la société CHASSE 2000, 34000 MONTPELLIER a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société CHASSE 2000, pour un montant total de commandes sans minimum et 88 000 € H.T maximum, pour une durée de quatre ans à compter de la date de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville, nature 60632 – 2188, chapitre 921.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 25/4/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/4/2012
Notifiée le :

Ville de

Montpellier



Direction Urbanisme

Opérationnel

Droits des sols - Police de
l'Urbanisme

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n°

2012/0208

ATTRIBUTION D'UN MARCHÉ A PROCEDURE ADAPTEE- MAINTENANCE DU LOGICIEL DROIT DE CITES

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

VU l'arrêté n°2011/2209/T/R en date du 02.09.2011 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE en matière d'urbanisme, d'aménagement durable et Montpellier territoire numérique.

Vu l'article 28-II du code des marchés .

Considérant :

Que la ville de Montpellier s'est dotée d'un logiciel de gestion des autorisations d'occupation des sols dénommé DROIT DE CITES, édité par la société OPERIS.

Que le contrat de maintenance associé s'achève le 02.05.2012 et qu'il convient donc de passer un nouveau contrat afin d'assurer la maintenance du dit logiciel.

Que la société OPERIS est seule à même d'assurer cette mission de maintenance dans le cadre d'un marché à procédure adaptée conformément à l'article 28-II du code des marchés publics.

Décide en conséquence :

D'attribuer le marché n°2M24 relatif au contrat de maintenance du logiciel DROIT DE CITES à la société OPERIS sise 1-3 rue de l'Orme Saint Germain-91160 CHAMPLAN.

Ce marché est passé pour une durée d'un an à compter du 02.05.2012, renouvelable 3 fois par période successive d'un an pour un montant annuel de **14.848,23 HT**.

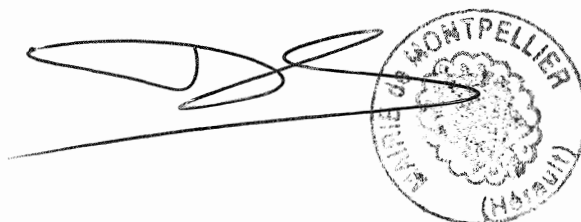
De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2012 de la ville puis les suivants, nature 6156-fonction 820-1-928 – ligne de crédit 2083.

Montpellier, le 27 AVR. 2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Notifiée le :



Extrait du registre des
 décisions de la Mairie de
 Montpellier

Décision n° 2012 1209

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée pour l'achat d'alimentation générale, frais et surgelé

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'alimentation générale, frais et surgelé pour répondre aux demandes de divers services de la ville de Montpellier (Protocole, Relations Internationales, Maisons pour Tous, Enfance, Sports ...), qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA 2M35), conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 24/02/2012, la société ENI GOURMET SARL (PROMOCASH), 34070 MONTPELLIER a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société ENI GOURMET SARL (PROMOCASH), pour un montant total maximum de commandes de 195 000 € H.T, pour une durée de dix huit mois à compter de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60623, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 25/4/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
 délégué
 Max LEVITA

Publiée le : 26/4/2012
 Notifiée le :

Contentieux - Référé
Ville de Montpellier c/ Château de la Mogère (SARL)
et autres

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que, par assignation du 17 avril 2012, la SARL Château de la Mogère et autres demandent au juge des référés d'ordonner à la Ville de faire cesser les troubles anormaux de voisinage liés à l'occupation de ses terrains et jouxtant leur propriété ;
- qu'ils demandent également au juge d'ordonner à la Ville de remettre en état ces parcelles et de leur verser une somme au titre de la réparation des préjudices subis ;
- que, dès lors, il convient d'assurer la défense des intérêts de la Ville,

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU PALIES NOY GAUER et Associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 27/4/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 30/4/2012
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0211

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Madame Cécile MELLA, 8 rue Raoul, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition de ses œuvres à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 4 au 20 mai 2012 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser Madame Cécile MELLA à exposer ses œuvres à la galerie Saint Ravy du 4 au 20 mai 2012 ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Madame MELLA a eu préalablement connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 2/05/2012.
Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le :
Notifiée le :

**Direction de la Réussite Educative,
Service Education**
**Institution d'une régie d'avances centrale pour les
ALSH (Accueil Loisirs Sans Hébergement)**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 13 mars 2012 relative à clôture de la régie d'avances et de recettes des centres de Loisirs
- Vu la décision du 29 mars 2012 relative à la clôture des sous régies d'avances et de recettes des centres de loisirs,
- vu la Décision du 12 avril 2012 relative à l'institution d'une régie de recette centrale pour les centres de loisirs,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 29/02/2012
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que pour assurer le bon fonctionnement des régies, Accueil Loisirs Sans Hébergement (ALSH) au sein du service Education, de la Direction de la Réussite Éducative, et considérant la clôture de la régie d'avances et de recettes centrale en vue de créer deux régies distinctes, il convient de créer une régie d'avances pour les centres de loisirs.

Décide en conséquence :

Article 1 : A compter du 06mars 2012 Il est institué une régie centrale d'avances « Centres de Loisirs » auprès de la Direction de la Réussite Éducative.

Article 2 : La régie centrale est installée dans les locaux de la DRE, 1 place Georges FRECHE, 34267 Montpellier Cedex 2

Article 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Dépenses liées aux sorties ponctuelles organisées par les animateurs pour le divertissement des enfants,
- Achat de fournitures et petit matériel nécessaires pour les activités,
- Achat alimentaires pour les enfants,
- Frais médicaux (visite ou intervention d'un médecin,...)

Article 4:

Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques.

Ces dépenses seront prises aux imputations suivantes :

- **Chapitre 924**
- **Fonction 421**
- **Natures : Voir tableau ci-joint**

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.
Ce compte :

- Reçoit l'avance destinée aux dépenses de la régie,
- Permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 3.

Article 6 : Il est créé des sous-régies de dépenses auprès des Centres de loisirs. Les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif des sous-régies.

Article 7 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 8 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 8 000 €.

Article 9 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses et de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 10: Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/04/2012

Notifiée le :

**Direction de la Réussite Éducative
Service des Restaurants scolaires
Modification d'une régie de recettes**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18;
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 29 octobre 1987 instituant une régie de recettes auprès des restaurants scolaires de la Ville de Montpellier,
- Vu la Décision du 26 septembre 1995, relative à l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds,
- Vu la Décision du 04 septembre 2000 relative à l'augmentation du montant de l'encaisse,
- Vu la Décision du 19 octobre 2001 relative à l'extension de la régie de recettes et d'avances
- Vu la Décision du 16 mars 2006 relative à la clôture de la régie d'avances des Restaurant scolaires
- Vu la Décision du 28 mai 2010 relative à la modification des modes de recouvrement,
- Vu la Décision du 20 mai 2011 relative à l'ouverture d'une régie d'avances pour les restaurants scolaires,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 23 avril 2012,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que suite à la modernisation des nouveaux moyens de paiement et aux évolutions qui en découlent, et dans une perspective de bon fonctionnement de la régie de recettes, il convient de modifier la régie de recettes des Restaurants Scolaires afin d'y intégrer l'encaissement par virement des organismes sociaux, ainsi que l'augmentation du montant de l'encaisse à 400 000 €

Décide en conséquence :

En conséquence, la nouvelle rédaction de l'acte instituant la régie est la suivante :

Article 1:

Il est institué une **régie de recettes prolongée** pour les restaurants scolaires auprès de la Direction de la Réussite Éducative de la Ville de Montpellier.

Article 2 :

La régie de recettes est installée dans les locaux de la cuisine centrale, 950, allée de la Martelle, 34070 Montpellier.

Article 3 :

La régie perçoit les recettes suivantes **au chapitre 922 – nature 7067 :**

- Les recettes des repas et de l'accueil dans les établissements scolaires de la Ville.
- Les recettes des cartes à puce (carte midi) facturées en cas de perte ou de détérioration de la première par les usagers de la restauration scolaire et de l'accueil.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont perçues selon les modes de règlement suivants :

- Espèces
- Chèques
- Numéraire
- Cartes bancaires (TPE fixe, paiement en ligne, serveur vocal)
- **Virement d'organismes sociaux**

Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose de deux mois pour recouvrer les recettes prévues à l'article 3.

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet au régisseur de percevoir les recettes prévues à l'Article 3.

Article 6 :

L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse est **fixé à 400 000 €**.

Article 8 :

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 9 :

Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26/4/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/4/2012
Notifiée le :

**Direction de la Réussite Educative,
Service Education**
Institution des sous-régies recettes pour les ALSH
(Accueil Loisirs Sans Hébergement)

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 13 mars 2012 relative à la clôture de la régie d'avances et de recettes des ALSH
- Vu la Décision du 29 mars 2012 relative à la Clôture des sous régie d'avances et de recettes des ALSH
- Vu la décision du 12 avril 2012 relative à la création d'une régie de recettes pour les ALSH,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 29 février 2012,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que pour assurer le bon fonctionnement des régies des ALSH au sein du service éducation de la Direction de l'Éducation, et compte tenu de la clôture de la régie d'avances et de recettes centrale en vue de créer deux régies distinctes, il convient créer une sous régie de recettes pour faciliter l'encaissement des inscriptions sur site.

Décide en conséquence :

Article 1 :

Il est institué une sous-régie de recettes « Centres de Loisirs » auprès de la régie centrale de la Direction de la Réussite Educative à compter du 06 mars 2012.

Dénomination ALSH Lieux d'implantation Adresses		
Dénomination ALSH	Lieux d'implantation	Adresses
LANTISSARGUES	Mater : R. SURCOUF Elém : G. SIMENON	215 boulevard Pedro de Luna 34070 Montpellier
LA MARTELLE	Mater : J.DEROIN Elém : B. SPINOZA	110 rue Viollet le Duc 34070 Montpellier
AIGUELONGUE	Mater : L. de CAMOENS Elém : S. FREUD	2 rue des Tourterelles 34090 Montpellier
LES AIGUERELLES	Elém : C. DICKENS Mater : A. FRANK	686 avenue du Pont Trinquat 34000 Montpellier
COMBES	Elém : E. COMBES Mater : V. DURUY	20 rue Edmond Lautard 34080 Montpellier
MICHELET	Mater : J. MICHELET	Rue des Araucarias 34080 Montpellier
FRANCOIS VILLON	Elém : Maison pour tous F.	Rue des Araucarias 34080 Montpellier
LA FONTAINE	Mater : J. LA FONTAINE	27 quai du Verdanson 34000 Montpellier
VERNE	Elém : J. VERNE	127 rue Yehudi Menuhin 34000 Montpellier
LES TOURS	Mater : N. COPERNIC Elém : M. BLOCH	135 allée des Hauts de Montpellier 34080 Montpellier
MOULIN	Mater : I. BERGMAN Elém : J. MOULIN	20 boulevard des sports 34000 Montpellier
OXFORD	Mater : V. VAN GOGH Elém : F. ROOSVELT	25 rue de Lausanne 34080 Montpellier
CITE MION	Elém : J. BREL Mater : S. SIGNORET	5 impasse des Marmousets 34000 Montpellier
ESTANOVE VALMORE	Mater : M. DESBORDES Elem : W. CHURCHILL	424 rue du Lavandin 34070 Montpellier
BAZILLE	Elem : F. BAZILLE	146 rue du Mas de Merle 34070 Montpellier
PAPE-CARPENTIER	Mater : P. CARPENTIER	12 rue des écoles 34080 Montpellier
LEO MALET	Elém : L. MALET	5 allée Pierre Carabasse 34080 Montpellier
MELINA MERCOURI	Elém : Maison pour Tous Mercouri	842 rue de la Vieille Poste 34000 Montpellier
SAVARY	Mater : H. BOUCHER Elem : A. SAVARY	240 quai Flora Tristan 34070 Montpellier
SIMON	Elém : J. SIMON	45 rue de la Méditerranée 34070
Centre Astérix	Centre Astérix Grammont	2733, Avenue Albert Einstein 34000

Article 2 :

Les sous-régies encaissent les produits suivants :

- La participation des familles et des organismes sociaux aux centres de loisirs sans hébergement, y compris les frais de cantine.

Article 3 :

Les recettes désignées à l'Article 2 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,
- Carte bancaire,
- Internet,
- CESU,
- Chèques vacances,
- Virements des organismes.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de quittances.

Article 4 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 5 : Le sous-régisseur est tenu de verser au régisseur le montant de l'encaisse au minimum une fois par mois.

Article 6 : Le sous-régisseur verse auprès du régisseur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 7 : Le sous-régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26/4/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/4/2012

Notifiée le :

ASSIGNATION
Ville c/ Copropriété LA GUIRLANDE



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Que le mur de clôture de l'école Docteur Roux et du square public, situés 96 rue du Faubourg Figuerolles, limite de propriété de la Commune et de la parcelle voisine appartenant à la copropriété « Le Parc de la Guirlande », présente des désordres très importants, dangereux pour les enfants ;
- Que la Ville a sollicité auprès du juge des référés une expertise afin de déterminer les causes des désordres ainsi que les modalités et le coût de réparation ;
- Que l'expert désigné a déposé son rapport le 5 septembre 2011 ; que sur ce fondement, la Ville a recherché une entente amiable pour la reprise des désordres avec la Copropriété ; que ces démarches sont restées vaines ;
- Que la Ville doit défendre ses intérêts dans cette affaire, en assignant la Copropriété La Guirlande, en ouverture du rapport d'expertise ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire,

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 27/4/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 30/4/2012
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour une mission de conseil stratégique
supports multimédia**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour une mission de conseil stratégique concernant les supports multimédia de la ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 15/03/2012;
- Conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société i-seo.pro a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société i-seo.pro pour un montant minimum de 1 000 € et un montant maximum de 30 000 € pour une période de 1 an à compter de la notification;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 920;

Montpellier, le 3/05/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :

Notifiée le :